

# **ACTES DU SÉMINAIRE SUR LA PROSPECTIVE AFRICAINE**

réalisé à partir  
des travaux du CERED

Paris – 12 octobre 2000  
Assemblée Nationale  
salle Lamartine

Cette publication est un document interne établi à la demande du ministère des Affaires étrangères. Les commentaires et les analyses développées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent en aucun cas une position officielle.

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés, y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous les pays

Dessin de couverture : Médiaplus

© Ministère des Affaires étrangères, 2001  
ISSN : 1160-3372  
ISBN : 2-11-092973-1

# SOMMAIRE

	Pages	
<b>Ouverture</b> par Bruno Delaye .....	5	
<b>Bilan des travaux prospectifs sur l'Afrique</b> par Philippe Hugon et Olivier Sudrie ...	17	
<b>Les grands enjeux à l'horizon 2020</b> par Philippe Hugon .....	22	
 <b>ATELIERS</b>		
<i>Atelier I « <b>Les devenirs des États</b> »</i>		
- document de synthèse par Philippe Hugon, Marie-Odile Blanc et Guy Pourcet .....	37	
- compte rendu de l'atelier par Virginie Briand .....	51	
 <i>Atelier II « <b>Quelles ressources pour le développement ?</b> »</i>		
- document de synthèse par Adrien Akanni Honvo .....	53	
- compte rendu de l'atelier par Olivier Sudrie .....	62	
 <i>Atelier III « <b>L'avenir des nouvelles technologies</b> »</i>		
- document de synthèse par Vincent Geronimi .....	65	
- compte rendu de l'atelier par Naïma Pagès.....	74	
 <i>Atelier IV « <b>Le devenir de la population et l'impact du sida</b> »</i>		
- document de synthèse par Fabienne Kervarec et Abel Mayeyenda .....	75	
- compte rendu de l'atelier par Annie Vinokur.....	93	
 <i>Table ronde « <b>Les scénarios de la prospective africaine à l'horizon 2020 : quels enseignements en tirer pour notre action</b> »</i> présidé par Éric Danon .....		95

Ce séminaire a été organisé par la DGCID (Direction générale de la Coopération internationale et du Développement) du ministère des Affaires étrangères sur la base des travaux menés par le CERED (Centre de Recherche en Économie du Développement) ; celui-ci est une équipe, membre du FORUM, laboratoire mixte CNRS/université Paris-X ; il est membre du CERNEA (Centre d'Étude et de Recherche pour une nouvelle Économie appliquée).

Le DGCID remercie le CERED pour la préparation scientifique du séminaire, EGIDE (Centre français pour l'accueil et les échanges internationaux) pour l'organisation ainsi que l'Assemblée nationale pour l'accueil de la manifestation.

# OUVERTURE DU SÉMINAIRE

par Bruno Delaye, directeur général  
de la Coopération internationale et du Développement

**Jean-Jacques Beaussou**, Chef du service de la stratégie, des moyens et de l'évaluation (DGCID).

"Nous vous remercions tous d'être venus -certains de très loin- pour participer à cette journée de réflexion sur la *prospective africaine*, organisée à partir des résultats d'une étude confiée au CERED.

Je souhaiterais également remercier ces chercheurs pour le travail de grande qualité accompli à cette occasion, et parmi eux, Philippe Hugon et Olivier Sudrie, les « chevilles ouvrières » de cette réflexion et de ce séminaire, sans oublier les rapporteurs et les discutants qui ont bien voulu accepter de venir ici pour animer les quatre ateliers qui vont se dérouler tout au long de cette journée.

Je voudrais que nous ne commençons pas sans également remercier l'Assemblée nationale qui a bien voulu nous prêter ces superbes locaux et montrer ainsi tout l'intérêt qu'elle porte aux thèmes dont nous allons débattre aujourd'hui.

Nous avons maintenant environ une heure de séance plénière qui va être ouverte par M. Bruno Delaye, directeur général de la coopération internationale et du développement. Nous aurons ensuite une présentation générale des résultats de l'étude par MM. Hugon et Sudrie, avant de nous répartir dans les ateliers.

J'ai donc le plaisir et l'honneur de passer la parole à M. Bruno Delaye.

**Bruno Delaye**, Directeur général de la coopération internationale et du développement (DGCID)

« D'abord un salut amical à nos amis chercheurs et universitaires africains qui ont fait ce long voyage pour participer avec nous à ce séminaire de réflexion sur la *prospective africaine*. Leur présence et leur participation active sont pour nous indispensables, et il ne peut y avoir de réflexion française sur ce sujet qui ne soit partagée et discutée avec eux.

Je suis également heureux de mesurer, en observant l'importance et la qualité de l'assistance, à quel point l'Afrique continue de mobiliser, et c'est bon signe. Les personnes qui sont dans cette salle, et j'en connais beaucoup, sont des chercheurs de terrain, qui ont réalisé des travaux importants, sans lesquels nous serions « aveugles », nous qui sommes censés être les opérationnels ou chargés de mettre en oeuvre une politique de coopération ou une relation privilégiée avec le continent africain. Cela ne signifie pas que l'on fasse toujours de bonnes choses car on ne saurait prédire l'avenir; mais il ne peut y avoir de coopération solide, durable, intelligente sans que celle-ci s'appuie sur un tissu, un terreau de connaissances approfondies sur les sociétés avec lesquelles nous travaillons.

En même temps, je sais que la communauté de chercheurs et d'universitaires que vous représentez, au-delà d'un professionnalisme et d'une excellence scientifique, fait également preuve d'une forme d'engagement personnel au service du projet de la France dans sa relation avec l'Afrique. C'est ce petit plus, ce supplément personnel qui fait un peu la différence avec la tradition de la recherche française sur l'Afrique et sur les thèmes du développement, et bien d'autres secteurs de notre recherche sur d'autres sujets. C'est important, parce que sans cette dimension humaine, et je dirais même politique, qui est en quelque sorte un acte de foi, il serait difficile de continuer à pouvoir bâtir et garder espoir devant des situations, qui nous conduisent parfois à douter, à nous interroger, et chaque fois à nous remettre en question. Il est important de pouvoir le faire, en sachant que l'on ne va pas « baisser les bras », et que l'on continue à avoir foi dans l'importance et la justification profonde de cette relation qui nous lie, nous la France, avec le continent africain.

Pour le ministère des Affaires étrangères, et en particulier la direction générale de la coopération internationale et du développement, cette relation avec le monde de la recherche et de l'investigation universitaire sur ces sujets, est fondamentale. Nous en avons besoin pour «éclairer notre route», c'est à dire connaître l'Afrique avec laquelle nous sommes en train de travailler, et aussi nous approcher le plus près possible de l'image de ce continent dans les cinq à dix ans qui viennent ? C'est une nécessité pour donner un sens à notre action et, de plus en plus, pour évaluer nos actions de façon critique. Notre grand défi dans le domaine de la coopération et du développement, c'est d'introduire, en permanence, une culture de l'évaluation, afin d'éviter de faire fausse route ou de provoquer, dans l'opinion publique, de vieux réflexes cartiérismes, sur le thème «l'aide ne sert à rien, l'engagement de la France au service du développement, et notamment sur le continent africain, ne sert à rien». Vaincre l'afropessimisme, vaincre la fatigue de l'aide, vaincre les distanciations avec l'Afrique, c'est être capables aussi, nous-mêmes qui sommes les opérateurs de ces politiques de coopération, de porter un oeil critique; mais on ne peut pas le faire tout le temps tout seuls, comme le disait souvent un chef d'État africain : «*le danseur ne se voit pas danser*».

Cette relation avec la communauté des chercheurs et des universitaires que vous représentez, nous est aussi indispensable, non seulement pour «éclairer l'avenir», mais encore pour nous alerter : «vous faites fausse route, vous partez sur de fausses bases ou ce que vous êtes en train de faire vous mène droit au mur». Entre le ministère des Affaires étrangères, la DGCID et la communauté que vous représentez, les occasions de se réunir doivent donc être multipliées, intensifiées dans la qualité et l'approfondissement des travaux.

Le ministère des Affaires étrangères reste, après les réformes qui ont abouti à la fusion entre les Affaires étrangères et la Coopération, très fortement engagé sur l'Afrique. La réalité des chiffres et des faits dément les impressions qui ont pu être ressenties ou véhiculées que, finalement, en ayant absorbé le ministère de la Coopération, en ayant mis en place la zone de solidarité prioritaire qui allait au-delà du «champ», la France abandonnait l'Afrique pour aller chercher d'autres horizons du côté de l'Europe centrale, de l'Asie et ses pays émergents, ou de l'Amérique latine. En fait, s'il y a effectivement besoin, pour la France, de s'intéresser à de nouveaux horizons sur lesquels pèsent des enjeux très importants en ce qui la concerne, les chiffres et les faits montrent que ceci ne s'est pas fait au détriment de notre engagement, en terme d'hommes, en terme de politique, sur le continent africain.

Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu des inflexions politiques importantes et fondamentales dans la façon dont le pouvoir politique français et le gouvernement, traitent les sujets politiques africains. Nous avons établi, en ce qui nous concerne et s'agissant de notre politique de coopération avec l'Afrique, un certain nombre de priorités autour desquelles nous avons décidé de centrer notre action. Je vous les rappelle :

- la première priorité, qui est dans la ligne des orientations actuelles des grands bailleurs de fonds multilatéraux, Banque mondiale ou PNUD, c'est le soutien à la satisfaction des besoins de base des populations. Au coeur de notre action, le premier critère d'analyse de nos projets porte maintenant sur leurs effets, au regard des objectifs de lutte contre la pauvreté, de réduction des disparités sociales, d'efforts en faveur de l'éducation, de la santé et de l'amélioration de la situation des femmes. Mais, ici encore, il y a une approche française qui est particulière, différente, et à nuancer par rapport à celle des organismes multilatéraux. Nous voulons en effet inclure cet objectif de lutte contre la pauvreté dans une vision plus vaste que l'apport pur et simple de «remèdes» à une situation difficile ; nous voulons parler de lutte contre l'exclusion, de lutte contre l'inégalité, et en fait de lutte contre les mécanismes qui fabriquent de la pauvreté, cette «machine à fabriquer des pauvres» qui s'est emballée depuis quelques années.
- la deuxième priorité, une priorité ancienne, -et la France peut se glorifier d'avoir anticipé l'évolution qui s'est faite chez les bailleurs de fonds multilatéraux-, c'est la consolidation de l'État de droit, l'enracinement de la démocratie autour d'un Etat qui doit retrouver son rôle de régulateur et d'arbitre. Les «années libérales» ont voulu effacer le rôle des Etats dans des programmes de privatisation, de réduction drastique de leur rôle. On redécouvre actuellement l'importance de l'État : on le voit aujourd'hui, partout où les Etats ont disparu en Afrique, ce n'est que chaos, guerres et famines. Cela ne veut pas dire que l'Etat soit la

solution à tous les problèmes, mais sans État et sans État de droit, on ne batira que des « cathédrales sur du sable ».

- la troisième priorité c'est, bien entendu, la promotion d'économies plus diversifiées, moins vulnérables, l'émergence de micro-entreprises, de tissus de petites et moyennes entreprises et, partout où c'est possible, l'amélioration de l'activité productrice.
- la quatrième priorité, c'est la gestion rationnelle des ressources naturelles, que nous rangeons sous l'étiquette du développement durable qui va depuis la mise en valeur intelligente des ressources halieutiques, la gestion des ressources en eau, jusqu'à la préservation de la faune et de la flore ou l'exploitation des forêts.
- enfin, notre cinquième priorité, c'est l'appui à la structuration régionale du continent africain. Nous pensons, aujourd'hui, qu'il n'y a pas de salut pour le développement dans le seul cadre de l'Etat-nation, partant d'ailleurs en plus du principe que la carte de ces Etats-nations a souvent du mal à recouper les réalités historiques ou vécues comme telles par les gens, dans la mesure où peu d'Etats-nations sont vécus comme tels par leurs propres habitants.

L'Afrique occupe, comme je vous le disais, une place prioritaire et fondamentale dans la politique du ministère des Affaires étrangères. Si l'on prend les chiffres des quatre dernières années, en incluant les deux années depuis la réforme de 1998, l'Afrique subsaharienne continue de mobiliser 43% de l'aide bilatérale française. En 1999, la moitié de notre aide publique au développement a bénéficié à l'Afrique subsaharienne. En ce qui concerne plus particulièrement les moyens de la DGCID -vous savez que le ministère des Affaires étrangères est loin de gérer l'ensemble des crédits d'aide au développement de la France et qu'une grande partie est gérée par le ministère de l'Economie et des finances-, 75 % des ressources du fonds de solidarité prioritaire et 81 % des crédits relatifs à l'assistance technique, sont concentrés sur l'Afrique subsaharienne.

Ayant rappelé cela, j'en viens maintenant à la conclusion : qu'attendons-nous de ce séminaire, et de la prospective en général ? C'est de nous donner, finalement, les « logiciels d'intelligence » de la situation, aujourd'hui extrêmement mouvante, en Afrique. Nous nous posons constamment des questions sur ce que va être la carte de l'Afrique de demain : faut-il imaginer des zones entièrement recomposées autour de nouvelles grandes puissances africaines, l'Afrique du Sud, le Nigéria... ? Des zones de dépressions longues, l'Afrique des Grands Lacs, qui seraient en quelque sorte mises entre parenthèses de l'histoire pour une durée plus ou moins longue ? Quelles seront les conséquences démographiques, économiques et politiques des grandes pandémies qui ravagent l'Afrique, à commencer par le sida ? Y a-t-il des raisons d'espérer, en matière de développement économique, à partir des signes de consolidation de la situation -quinze années d'ajustement structurel en Afrique- des pays qui ont remis les compteurs de leur macro-économie dans le vert ? En même temps, est-ce que, en arrière plan, les sociétés l'acceptent ? Le développement va-t-il suivre ? L'investissement privé est-il au rendez-vous ? La formation brute du capital fixe, qui est quand même le point de base d'un développement économique, se fait-elle ou non ? Est-ce que le capital s'investit en dehors du capital public ? Quelles raisons pouvons-nous donner au monde pour continuer à mobiliser, comme cela est sans doute nécessaire, des flux d'aide publique importants sur ce continent ? Comment pouvons-nous enrayer l'idée, à partir d'un futur prévisible de l'Afrique, que celui-ci soit catastrophique ? Comment convaincre, sur la scène internationale, les grands bailleurs de fonds, les grandes entreprises et les principaux « leaders » d'opinion, de l'importance pour la planète de consacrer un effort en faveur de ce continent, de mobiliser leurs intérêts et leurs attentions ?

En ce qui concerne la DGCID, les travaux qui ont été effectués par l'équipe du CERED, et dont les synthèses vous ont été distribuées, sont fort intéressants. Il y a toujours un côté cruel à faire de la rétrospective : en regardant ce qui était prévu dix ans auparavant, on se rend compte que l'évolution n'a pas toujours été ce qui était prévu, et que ceux qui font de la prospective sont toujours condamnés à se tromper. En fait, cela n'est pas exact : faire de la prospective, c'est aussi partir d'une analyse, d'une photographie de la situation à un instant donné, -et celle-ci nous intéresse-, c'est introduire des variables ou des tendances lourdes qui aussi nous intéressent. Même si l'on se trompe sur la photographie d'arrivée, en bout de course, il est primordial de voir et de détecter les forces qui sont à l'œuvre et qui vont

modeler la réalité dans les dix ans qui viennent. Nous avons vraiment besoin de les entendre et de les comprendre. C'est une bonne chose que l'on puisse continuer, nous Français, grâce au travail qui a été réalisé, et avec l'appui d'une communauté universitaire et scientifique française dynamique sur l'Afrique, à être terre d'excellence dans ce domaine de la recherche, ceci par rapport aux autres pays du monde, et aussi en partage et en coopération avec nos amis africains.

Au cours de ce séminaire, vous allez vous répartir en quatre ateliers qui recourent, en fait, les thèmes de préoccupation que nous avons choisis pour éclairer notre action et celle des pouvoirs publics.

Ce sont :

- les devenir des Etats.
- les ressources pour le développement.
- l'enjeu des nouvelles technologies de l'information -vont-elles ou non nous permettre de sauter une étape ou une génération, dans le développement en Afrique ?
- le devenir des populations, je pense à la démographie notamment, avec un éclairage mis sur l'impact des grandes pandémies.

Je vais maintenant donner la parole aux professeurs Philippe Hugon et Olivier Sudrie, afin qu'ils puissent nous présenter leurs travaux. Je vous remercie de votre présence, je remercie encore l'Assemblée nationale pour les facilités qu'elle nous a offertes et je vous souhaite un bon succès dans vos travaux.

Professeur Hugon, vous avez la parole.

#### **Philippe Hugon, professeur (CERED)**

Les chercheurs du CERED ont effectivement rédigé un bilan sur dix ans de prospective africaine, dont une synthèse se trouve dans un document disponible, le tome I, le second volume étant actuellement en ligne sur INTERNET. Je voudrais, avec Olivier Sudrie, résumer ce qu'on peut retirer des méthodes et des résultats de ces principales prospectives et aussi préciser dans quel esprit nous envisageons cette journée. Nous sommes des économistes, conscients que l'économie ne donne qu'un éclairage partiel d'une réalité complexe ; la prospective suppose l'intégration des variables dans un système et les regards pluriels des différentes disciplines, remis dans un cadre de cohérence.

On peut noter actuellement un renouveau de l'intérêt pour la prospective ; bien entendu il y a les priorités du court terme : urgence à traiter des problèmes de gestion financière, de prévention des conflits, de risques épidémiologiques, etc. Mais, comme le rappelait monsieur le directeur général, on ne peut agir de manière efficace et prendre un certain nombre de décisions que si l'on a conscience des risques systémiques qui peuvent apparaître et des actions qui doivent être menées, pour faire en sorte que les devenir souhaitables soient, en partie, réalisés. On doit préciser ce qu'est la prospective et ce qu'elle n'est pas ; ce n'est pas de la prévision, il ne s'agit pas de prévoir l'avenir, aussi utiles que soient les modèles prévisionnels ; elle n'est pas non plus de la prédiction : il ne s'agit pas de faire de la science-fiction.

Elle doit aider à construire le devenir et faire en sorte que les devenir que les acteurs considèrent comme étant souhaitables, deviennent des devenir possibles : la prospective, c'est regarder l'avenir afin de le construire ; chercher à balayer des futurs possibles, en essayant d'être le mieux informé sur les tendances lourdes, mettre en évidence les leviers à partir desquels il est possible d'agir pour que ces futurs souhaitables soient réalisés. Il s'agit également de repérer les facteurs, même s'ils ne semblent pas importants, qui, selon la théorie des systèmes, sont des éléments-clés qui vont conduire à des bifurcations ou à des changements de trajectoires ; l'exemple du sida est significatif : certains pays ont pris des mesures de prévention à temps et d'autres les ont prises tardivement. Enfin repérer les cheminements entre le futur et le présent ; faire de la prospective n'est pas définir des images futures qui ne seraient pas rattachées au présent ; c'est analyser le processus itératif entre le long terme, le moyen terme et le court terme.



Nous présenterons un certain nombre de méthodes plurielles qui sont des aides à la décision stratégique ; la pluralité de ces méthodes dépend fondamentalement des questions qui sont posées. Il importe de rappeler que la prospective présuppose une vision intégrée, donc un cadre de cohérence, conçu dans le long terme. Dit autrement, il nous semble qu'il est intéressant, chaque fois que cela est possible, de confronter des points de vue différents et surtout de ne pas se placer à un niveau sectoriel ; lorsque l'on traitera la question de la population ou du sida, il faut considérer que ce n'est pas seulement un problème de démographes ni de spécialistes de la santé ; il est important d'y voir l'impact que la démographie, les dynamiques de peuplement ou la gestion du sida peuvent avoir sur la gestion des entreprises, sur le fonctionnement des systèmes scolaires, sur le coût de la santé donc des effets budgétaires ; il faut étudier les interrelations entre les champs.

Olivier Sudrie va maintenant vous présenter quelques méthodes puis je développerai les principaux résultats des prospectives sur l'Afrique.

### **Olivier Sudrie**, maître de conférence (CERED)

Avant de présenter les différentes techniques utilisées dans l'analyse prospective, je voudrais revenir un instant sur un thème qui vient d'être évoqué, tant par Bruno Delaye que par Philippe Hugon. On constate effectivement aujourd'hui un certain regain d'intérêt pour la prospective et on peut se demander pourquoi ce regain, et particulièrement sur les futurs africains. C'est peut être tout simplement parce que nous sommes au tournant du siècle et que le calendrier suscite des rêves millénaristes.

Néanmoins, une analyse plus fine montre que les motivations sont très différentes selon les opérateurs qui s'interrogent et réalisent ce type d'exercice. Il y a beaucoup de différences entre une entreprise qui cherche à explorer le futur et se lance dans un exercice de prospective stratégique et un Etat ou une organisation nationale ou internationale, qui essaient d'imaginer quels seront les futurs possibles. Au delà de toutes ces différences et au delà de la diversité des questionnements, je pense qu'on peut avancer une idée simple qui justifie l'intérêt renouvelé pour la prospective : on a d'autant plus intérêt à balayer le futur qu'on se situe aujourd'hui à une période charnière, particulièrement pour l'Afrique. Celle-ci est effectivement sortie aujourd'hui de la stabilisation et de l'ajustement structurel ; cela ne veut pas dire que le pilotage à court terme, qui reste indispensable, n'est plus utile mais on s'aperçoit aussi que les instruments que l'on a développés dans ce cadre demeurent limités pour explorer les grandes orientations du futur.

L'Afrique évolue, en cette fin de siècle, dans un nouvel environnement géo-politique (et ce nouvel environnement aura un impact évidemment sur les devenirs à long terme de l'Afrique), marqué par la fin de la guerre froide, l'émergence de nouvelles relations Est-Ouest, mais aussi de nouvelles relations Nord-Sud qui modifient la donne pour le futur. L'environnement géo-économique change aussi ; comme réponse à la crise des années soixante dix, on a constaté une internationalisation des firmes, une mondialisation, une globalisation financière, le développement de technologies nouvelles, de nouveaux ressorts pour la croissance : tout ceci vient changer l'environnement probable dans lequel se situera l'Afrique à long terme ; enfin on a assisté, à la fin des années quatre vingt et au début des années quatre vingt dix à une très nette évolution des doctrines économiques et sociales : on constate une remise en cause de l'Etat-providence et du keynésianisme, une montée en puissance du libéralisme et ceci va poser et posera pour le futur une interrogation sur les rôles respectifs du marché et de l'Etat : c'est une question très importante pour le devenir africain.

Ces changements géo-politiques, géo-économiques et ceux concernant les doctrines économiques et sociales vont susciter un certain nombre d'interrogations et nous essaierons tout au long de la journée d'y réfléchir. Les questions que l'on se pose sont de divers ordres : (i) elles sont de nature politique : quelles sont les évolutions possibles des Etats africains ? Comment vont évoluer les conflits actuels ? Peut-on anticiper de nouveaux conflits ? Si oui, peut-on les prévenir ? (ii) elles sont d'ordre démographique : comment va s'opérer la transition démographique en Afrique ? C'est une question-clé pour les devenirs d'ici dix ou vingt ans. Quelle sera la croissance de la population ? Quelle sera sa localisation ? Est-ce que les mou-

vements que l'on a constatés ces dernières années vont s'amplifier ou bien au contraire se réduire ? Quels seront les effets, notamment du sida, sur la morbidité africaine ? (iii) ces questions sont aussi économiques : quelle croissance à long terme ? Quelle richesse produite ? Quelle répartition de cette richesse ? Quelles incidences économiques à long terme ? Quelle pauvreté ? Et comment peut-on apporter des éléments de réponse à la lutte contre la pauvreté ? Et, en conséquence, quelles sont les actions à mener au niveau de la coopération ?

Aussi riches soient-elles, ces interrogations ne constituent pas un exercice de prospective parce qu'elles restent cantonnées à des champs ou à des disciplines tout à fait particulières. Quand un économiste se pose la question du devenir en terme de croissance économique il pose une question-clé mais pour autant il ne réalise pas un exercice de prospective ; celle-ci est par essence pluridisciplinaire et il faut traiter l'ensemble de ces questions dans un cadre de cohérence avec des outils particuliers et nombreux : il y a autant d'outils qu'il y a de questions, autant d'outils qu'il y a de champs à couvrir ; ces outils dépendent aussi des horizons retenus car on ne peut travailler dans l'exploration du futur avec les mêmes outils quand il s'agit d'explorer des horizons de trois à cinq ans, de dix à quinze ans, à vingt cinq ans, voire à cinquante ans ou voire même plus car aujourd'hui on réalise des exercices de prospectives stratégiques à un horizon presque d'un siècle.

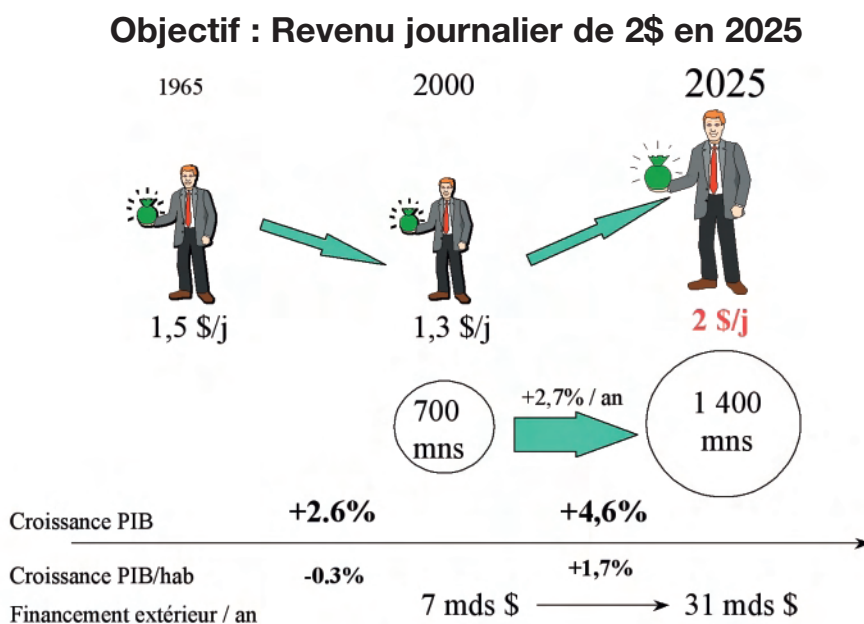
Sans chercher à être exhaustif sur ces méthodes, on peut les présenter très rapidement. Nous avons privilégié trois techniques possibles, mais cette liste n'est pas limitative :

- la première pourrait être qualifiée d'*histoire raisonnée*. Il s'agit d'imaginer les futurs en repérant, au préalable, les facteurs structurels qui vont conditionner l'avenir. Cela suppose une analyse assez lourde du passé, un exercice de rétrospective en quelque sorte. Plusieurs études s'inscrivent dans cette démarche. Citons à ce sujet : « Le Sahel au vingt et unième siècle », et une étude réalisée pour le Sénégal à l'horizon 2025. Cette technique n'est pas simplement une extrapolation des tendances du passé où il suffirait de pousser dans l'avenir les facteurs structurels qui ont émergé historiquement mais elle nous amène à réfléchir sur un certain nombre de ruptures, de bifurcations car l'avenir, bien évidemment n'est pas écrit, simplement, dans le passé.
- la deuxième technique pour explorer le futur, en résumé, pourrait être déroulée comme le fil d'Ariane d'une *force motrice* ; l'idée à la base de cette démarche est de dire que le futur est éminemment complexe tout comme le présent. Dans ces conditions, plus le phénomène à étudier est complexe, plus il faut faire simple. Il s'agit d'isoler dans l'histoire une ou deux forces motrices qui vont conditionner les futurs possibles. Les travaux de Jean Fourastié peuvent très bien illustrer cette technique. « *C'est le progrès technique, disait-il, force motrice numéro un, qui détermine très largement l'avenir* ». A la suite des chocs pétroliers des années soixante dix, des exercices réalisés au niveau du Club de Rome, concluaient que la force motrice qui va déterminer la croissance ou, éventuellement d'ailleurs, l'arrêter à plus ou moins long terme, ce sont les contraintes qui vont peser sur les ressources naturelles, avec un discours assez provocateur que je résumerais ainsi « *les contraintes que nous faisons peser sur les ressources naturelles et notamment sur le pétrole, nous conduisent à dire halte à la croissance dans les pays développés et laissons la place pour les pays en voie de développement* ». Plus récemment, les exercices de WALTIPS s'inscrivent dans cette technique du fil d'Ariane : ce sont des exercices de prospective sur l'Afrique de l'Ouest où la force motrice, à très long terme, est la démographie et la répartition de la population ; la dynamique de peuplement serait la force motrice de l'histoire et des futurs de l'Ouest africain. Cette technique comporte un certain nombre de risques dont celui de se tromper sur le facteur-clé, c'est à dire cette force motrice.
- la dernière technique c'est la méthode des scénarios ; elle n'est pas propre d'ailleurs aux prospectives réalisées par les institutions nationales ou internationales car elle est aussi très largement utilisée au niveau microéconomique des entreprises. L'origine de la méthode remonte aux années cinquante, aux Etats Unis ; elle a été développée et amendée en France par les travaux du CNAM, de la DATAR, et plus particulièrement par Michel Godet. Cette technique cherche à imaginer ce que pourraient être des futurs possibles -des futuribles-, à repérer quelles sont les variables-clés qui vont conditionner ces futurs, les lister d'une manière plus ou moins exhaustive, puis à effectuer un tri dans ces variables, car on ne peut pas toutes les traiter. Ainsi, seules un certain nombre d'entre elles seront vraiment des variables motrices à la manière de la technique de l'histoire raisonnée. Partant de ce repérage des

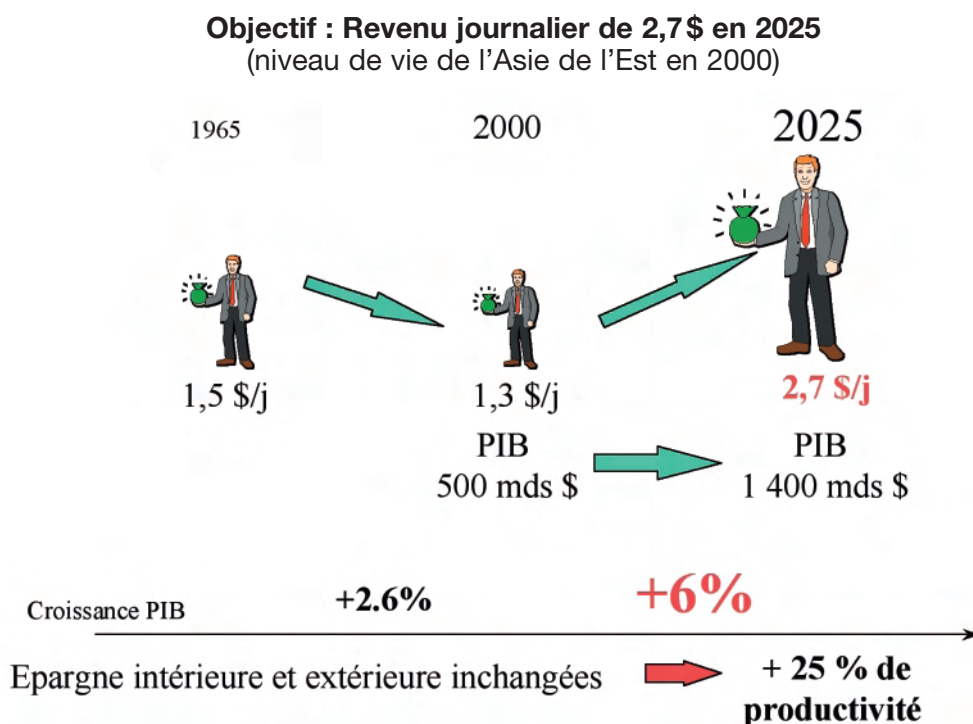
variables, on va essayer d'imaginer quel pourrait être leur niveau dans le futur. Une variable peut être forte, moyenne, faible. Ce peut être la cas, par exemple, de la croissance démographique ou des gains de productivité. On va construire alors un scénario du futur en essayant de quantifier ou d'évaluer le niveau de ces variables-clés. Le dernier temps de la méthode des scénarios va consister, partant de ces futurs que l'on aura définis, à étudier le cheminement entre ces futurs et le présent qui est connu. Le grand intérêt de cet exercice est d'étudier au cours de ce cheminement la faisabilité de certains scénarios. Il peut apparaître ainsi qu'un certain nombre de futurs, même s'ils sont souhaitables, même s'ils sont rêvés, sont de l'ordre de la science-fiction, de l'ordre de l'utopie parce que l'étude du cheminement montre que les efforts à mener, que les ruptures ou les bifurcations nécessaires pour atteindre ces futurs souhaitables, sont souvent très difficiles, voire même impossibles.

Si on reste dans cette étude du cheminement, entre le présent qui est connu et le futur qui est souhaitable, on a besoin d'une autre technique qui ne relève pas à proprement parler de la prospective mais qui est fortement utilisée en prospective : ce sont des techniques de modélisation. Pour illustrer cette technique de la modélisation on peut utiliser un petit exercice non pas de prévision mais de modélisation macro-économique très simplifié. Supposons que nous nous fixions comme objectif d'atteindre, pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, un revenu de 2 \$ par tête journalier en 2025. L'analyse du passé et du présent récent nous montre qu'effectivement il y a un long chemin à parcourir pour atteindre ces 2 \$ ; je rappelle qu'en 1965, sur le continent africain subsaharien le revenu moyen était de 1,5\$ par jour et qu'il a baissé jusqu'à l'année 2000 puisque l'on se situe actuellement à un niveau de l'ordre de 1,3\$, ce qui représente une baisse de l'ordre de 0,3 % par an. Enrayer cette baisse suppose d'assurer une croissance d'autant plus forte que la population de l'Afrique subsaharienne passera de 700 millions actuellement à 1, 4 milliard en 2025, c'est à dire un doublement.

L'exercice apparaît singulièrement difficile mais pas infaisable. C'est là l'intérêt de la prévision et des cadres de cohérence macro-économiques que l'on peut utiliser en prospective. On s'aperçoit ainsi que pour parvenir à réaliser cet objectif de revenu à 2\$ par jour et par personne, il faudrait, en moyenne assurer une croissance de 4,6% par an et même presque 5% par an. Ce n'est pas infaisable mais cette croissance est à rapporter aux performances antérieures ; je rappelle que sur la période 1965-2000 l'Afrique a enregistré une croissance annuelle moyenne de 2,5%. Il faudrait donc doubler les rythmes de croissance, ce qui va supposer des investissements supplémentaires et en tout état de cause un financement extérieur important. Celui-ci est actuellement de 7 milliards en flux annuels pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et il devra monter jusqu'à une trentaine de milliards en flux annuels pour que l'objectif soit atteint.



J'ajoute une petite variante, plus difficile encore. Assurer un revenu de 2\$ par jour et par habitant en 2025 ce n'est même pas atteindre le niveau de vie moyen actuel des pays d'Asie de l'Est. Si l'on cherche donc à ce que les pays d'Afrique subsaharienne atteignent un niveau identique, il ne faudrait pas un objectif de 2\$ par jour mais presque 3\$ (2,7\$ exactement). En reprenant les mêmes hypothèses que précédemment (notamment en ce qui concerne l'épargne domestique et les flux de financements extérieurs), on s'aperçoit que, pour atteindre l'objectif de 2,7\$ par tête en 2025, la croissance doit être de 6%. Ceci suppose, des gains de productivité qui demeurent certes accessibles - augmentation de 25% de productivité du capital et du travail réunis- mais qui sont bien évidemment en rupture avec le passé et l'histoire longue que nous avons constaté depuis les années soixante où l'on a assisté, au contraire, tant à des régressions de niveau de vie par habitant qu'à des diminutions de productivité.



### Philippe Hugon

La prospective ce n'est pas prévoir le futur mais l'inventer, le construire et le permettre. Nous présentons dans notre étude, réalisée pour le MAE/DGCID, un bilan des travaux réalisés depuis 10 ans sur la prospective africaine (les seuls travaux auxquels nous n'avons pas eu accès sont les prospectives généralement sectorielles réalisées par des sociétés d'études pour des entreprises privées). Les futurs sont très contrastés selon les méthodes que l'on utilise, les questions que l'on se pose et les objectifs que l'on a.

#### *Des futurs contrastés selon les objectifs visés*

Les futurs sont très contrastés dans les prospectives parce que celles ci, visent souvent deux objectifs opposés :

- soit donner une image relativement positive et souhaitable des futurs, ce qui permet de lutter contre l'afropessimisme et de jouer le rôle de prophétie auto-réalisante par rapport notamment à l'attractivité des capitaux,
- soit constituer un signal d'alarme sur un certain nombre de dysfonctionnements, de risques de crises pour agir et pour faire en sorte que ces crises n'apparaissent pas. Prenons l'exemple des ouvrages de René Dumont : « *Nous allons à la famine* » ou « *L'Afrique est mal partie* » ; on peut les lire de deux manières : soit R.D. a mis l'accent sur des dysfonctionnements, soit il a participé de l'afropessimisme qui lui-même a contribué à un devenir qui lui-même était négatif.



*Des futurs contrastés selon les méthodes et les éclairages retenus.*

Olivier Sudrie vient de nous rappeler les principales méthodes utilisées par les prospectivistes. Elles conduisent à des devenirs fort variés.

1/ Les approches de l'Afrique *top down* partent de l'extérieur pour entrer dans les logiques africaines. Dans l'ensemble ces méthodes conduisent plutôt à des *scénarios* pessimistes. La lunette du macroéconomiste en termes de produit intérieur brut, les ramène à la population, obtient des niveaux de revenu par tête et y intègre un indice de Gini éventuellement pour étudier des problèmes de répartition des revenus. Les perspectives réalisées par les macroéconomistes sont de trois types :

- soit l'on a des rendements décroissants et donc la possibilité de rattrapage des pays pauvres par rapport aux pays riches (modèles à la Solow qui conduisent à des convergences) ;
- soit dans les modèles de type Harrod Domar à coefficient fixe, on fait dépendre le taux de croissance des économies de la variable épargne intérieur/extérieur de l'investissement et du coefficient de capital, c.à.d. le rapport entre le capital et la production ;
- enfin, on a de plus en plus de modèles qui intègrent des rendements croissants, des économies d'échelle et ceux-ci peuvent conduire, si l'on n'a pas, par exemple, réalisé le seuil minimum d'accumulation, de biens publics ou d'infrastructures ou d'éducation et de santé, à des pièges de pauvreté. Ils peuvent entraîner les économies sur des trajectoires divergentes vis à vis des pays industriels ou semi industrialisés.

La plupart des travaux qui reposent sur ces lunettes de **macroéconomistes** extrapolent à partir du passé. L'Afrique subsaharienne, globalement (évidemment elle est différenciée du Nord au Sud) a connu une stagnation à long terme de son revenu par tête et n'a pas connu, de manière significative, de changement ; elle reste spécialisée sur les produits primaires dont les prix sont instables et dont les tendances sont plutôt baissières. Ces travaux permettent de voir quels seront les prix des matières premières, quelles seront les perspectives de financement interne et externe, quelles seront les évolutions technologiques qui modifieront éventuellement la productivité des facteurs ou le coefficient de capital et qui conduiront à des croissances plus ou moins positives.

2/ Si par contre l'on prend les lunettes des **microanalystes** ou si l'on se base sur des analyses qui prennent en compte des dynamiques de peuplement, des dynamiques sociales, on s'appuie sur une approche *bottom up*. On a généralement des résultats très différents et contrastés par rapport aux perspectives macroéconomiques ; on repère un certain nombre de dynamiques du dedans et on voit que celles-ci conduisent à des résultats que les indicateurs macro-économiques n'arrivent pas à restituer ; à la limite, l'Afrique est la même en terme de revenus par tête qu'à l'époque des indépendances et pourtant elle n'est plus du tout la même : elle est aujourd'hui à 40 ou 45 % urbaine, alors que dans les années 60 elle était, en très grande majorité, rurale ; depuis lors, se sont constitués des marchés ; les dynamiques urbaines ont des effets d'entraînement vis à vis de leur *hinterland* ; dans certaines zones, l'on constate des différenciations (comme M. le directeur le rappelait) entre l'Afrique des Grands Lacs, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe, et donc ces indicateurs macro-économiques ne permettent pas de repérer ces dynamiques ; dans les travaux, notamment de WALTPS, qui mettent l'accent sur les dynamiques de peuplement et sur le rôle des marchés urbains, la productivité est territorialisée ; le fait que de plus en plus d'agents soient localisés dans les villes se traduit par des augmentations globales de productivité ; même si la productivité en milieu urbain diminue et même si la productivité en milieu rural diminue, on a néanmoins une croissance globale de la productivité, en prenant comme hypothèse que la productivité est quatre fois supérieure en zone urbaine à ce qu'elle est en zone rurale ;

De même, lorsque l'on étudie le rôle de la dynamique de l'éducation, le rôle de la santé ou de l'accumulation du capital humain comme facteur de croissance, on constate des résultats très contrastés dans les perspectives africaines.

3/ D'autres méthodes privilégient le regard de la *longue durée* (par exemple, la méthode de l'*histoire raisonnée* rappelée par O. Sudrie et qu'utilise Jacques Giri). Le devenir de l'Afrique

serait plutôt un prolongement des tendances passées. Les économies africaines sont plutôt des économies de rentes avec à la fois des dynamiques d'intégration au marché international parce qu'elles sont très largement dépendantes du marché des matières premières ou de financements extérieurs et des dynamiques internes fortes qui apparaissent ; les *scenarii* les plus probables sont ceux qui conduisent à une certaine permanence du devenir africain c'est à dire de prolongation des tendances, sous un certain nombre de conditions, si toutefois les financements extérieurs sont suffisants ou s'il n'y a pas de bifurcations amenées par des crises, telles la crise alimentaire dans les pays sahéliens ou les conflits dans d'autres pays.

4/ Il y a une autre méthode qui conduit à des résultats différents, c'est celle de la focalisation en profondeur de champ pour reprendre l'image des lunettes, où l'on met l'accent beaucoup plus sur les structures sociales et les rapports de pouvoir. Il apparaît alors des Afriques contrastées, puisque les structures sociales ou les rapports de pouvoir ont peu de choses à voir selon les différentes zones et qu'ils sont déterminants dans le long terme. Les sociétés africaines ont connu une création de l'Etat avant la création de la nation ; la citoyenneté n'est pas le principal lien social ; il y a des groupes d'adhésion ou des groupes d'appartenance qui jouent un rôle important ; il y a une dualité entre des pouvoirs visibles qui ont une légitimité extérieure et des pouvoirs intérieurs qui reposent sur des arbitrages ou sur des compromis sociopolitiques ; ceux qui regardent l'Afrique de l'extérieur voient un peu une Afrique de type « village Potemkine » c'est à dire une Afrique qui répond à ce qu'ils veulent bien voir selon leurs propres indicateurs, alors qu'elle est profondément différente, parce qu'elle a ses propres logiques, sa propre temporalité.

5/ On a, *in fine*, des représentations et des images extrêmement contrastées et de couleurs différentes si l'on retient la méthode des aspirations ; la méthode de Futurs africains représentée par Alioune Sall consiste à penser : à partir des acteurs qui font le devenir de l'Afrique, comment se représentent-ils le futur ? Quelles sont leurs aspirations ? Comment peuvent-ils agir pour faire en sorte que leurs aspirations puissent être réalisées ? Les scénarios auxquels ont travaillé, pour le Gabon, Albert Ondo Ossa et d'autres ici présents, sont contrastés ; parmi eux, le scénario souhaitable se traduit généralement par une intégration régionale de l'Afrique pour aller contre la balkanisation, par plus de démocratie parce qu'on voit que la transparence ainsi que les jeux de pouvoir et contre-pouvoirs permettent de construire une Afrique nouvelle ; un certain volontarisme apparaît donc derrière ces aspirations.

6/ A l'opposé, il y a ceux qui tirent les signaux d'alarme, qui disent que l'Afrique sera de plus en plus peuplée et aura de plus en plus de déficit alimentaire et qu'il faut agir dans ce domaine ; d'autres disent qu'il y a quatorze pays en conflit et qu'il y a des risques de propagation des guerres et donc mettent l'accent sur ces risques de conflits et en tant que « Cassandres » donnent des images beaucoup plus négatives, pour susciter une attitude pré ou proactive.

#### *L'interdépendance des facteurs externes et des facteurs internes*

Tous les travaux de prospective essaient de repérer les facteurs lourds ou structurants qui pèsent sur le devenir africain-, (i) que ces facteurs soient extérieurs à l'Afrique (celle-ci a toujours été ouverte sur l'extérieur) : par exemple le multilatéralisme, le futur de la Convention de Cotonou, ce qui se joue au niveau des mesures PPTTE ou le devenir des prix des matières premières, (ii) que ces facteurs soient internes et inscrits dans les structures africaines : par exemple les dynamiques démographiques (on verra à ce propos que le sida a des effets démographiques, sociaux, culturels et économiques).

#### *Le rôle des acteurs et des stratégies*

Il importe de repérer les acteurs -c-à-d ceux qui construisent l'avenir-, leurs représentations, leurs aspirations et leurs moyens d'action ; ceux-ci sont externes et internes à l'Afrique, acteurs publics et privés, ils renvoient à l'Etat mais également à la société civile, aux entrepreneurs qui sont soit les multinationales, soit les micro-entreprises ou l'économie populaire. Ces acteurs peuvent avoir quatre stratégies : (i) la stratégie inactive, le feu arrive mais on ne fait rien ; (ii) la stratégie réactive, il y a un feu, le pompier arrive et cherche à l'éteindre ; (iii) la stratégie proactive : on cherche à anticiper, on met des contre feux pour éviter que le

feu se propage ; (iv) la stratégie proactive : on fait en sorte que les devenirs souhaitables puissent se réaliser et deviennent des devenirs probables. Pour tous les problèmes que l'on va étudier en ateliers, que se soient les problèmes de financement, d'épidémiologie, de maîtrise des variables démographiques, de technologie de l'information, l'on peut repérer des stratégies totalement différentes de la part des acteurs.

### *Des scénarios différenciés*

A partir de quels scénarios très contractés peut-on raisonner ? On peut imaginer le scénario d'une Afrique qui serait désynchronisée du temps mondial ; on serait dans la longue période braudélienne d'une Afrique avec un temps qui lui est propre, son temps de construction des Etats, son temps de gestion des rythmes démographiques, son temps de réponse à un certain nombre de défis, et qui serait relativement désynchronisée du temps mondial. Il faut donner le temps au temps, l'Afrique doit se construire dans son propre temps historique ; les guerres entraînent des crises mais peuvent amener aussi à des reconfigurations territoriales qui construisent l'État ou qui reconstruisent de nouveaux ensembles ; a ainsi une lecture plutôt positive de cette déconnexion. Bien entendu, celle-ci peut être lue de manière négative : cette déconnexion subie conduit à une Afrique larguée ou marginalisée, qui n'arrive pas à être dans le rythme de la mondialisation ou alors qui s'intégrerait dans la mondialisation, parce qu'elle acquerrait de la compétitivité, parce qu'elle réaliserait un certain nombre de réformes qui lui permettraient d'affronter le vent de la concurrence internationale, de changer de spécialisation, d'avoir des progrès de productivité et de devenir une économie de croissance ; là encore il peut s'agir d'un scénario décliné positivement comme une dynamique portée par une intégration mondiale, ou d'un scénario décliné négativement, en disant : oui, mais seule une partie de l'Afrique sera intégrée, oui, il y aura une montée de l'exclusion de la pauvreté et cette Afrique dominée ne sera pas une Afrique indépendante.

Enfin on peut imaginer le scénario d'une Afrique différenciée, une Afrique à la fois dans le prolongement de ce qu'elle a été au delà des très grandes hétérogénéités des 50 pays : d'un côté, l'économie est ouverte sur l'extérieur, fonctionne comme les sociétés de rente mais les dynamiques internes s'articulent avec les dynamiques externes. Deux images différentes, celle d'une Afrique qui globalement s'homogénéiserait dans ce modèle ou au contraire celle d'une Afrique -comme le rappelait M. Bruno Delaye- où il y aurait quelques grands pôles intégrés à l'économie mondiale et par contre des zones de chaos entropiques comme la région des Grands Lacs et les quatorze pays actuellement en conflits.

### *Les quatre ateliers*

Je vais pour terminer présenter les quatre ateliers autour des thèmes envisagés suivants :

- *Atelier 1 Les devenirs des États et des référents identitaires* : il s'agit de traiter de la citoyenneté, du nationalisme et des liens sociaux, des devenirs des fonctions de l'Etat, de la résolution des conflits et des reconfigurations territoriales, de la question des intégrations régionales ; on peut lire ces devenirs des Etats au regard des trois scénarios que nous venons de présenter et qui ne sont qu'un cadre de référence possible.

- *Atelier 2 - Quelles sont les ressources pour le développement ?* Les questions de financements, interne et externe, de l'endettement et de la gestion de la dette de l'évolution des prix des matières premières, de la mobilisation de l'épargne interne, privée (des ménages) et publique (problèmes de fiscalité) avec des possibilités de changement des comportements vis à vis de l'épargne et donc effets de remplacement de l'épargne africaine à l'intérieur même des pays et non pas sur des marchés extérieurs pèsent fortement sur le devenir.

- *Atelier 3 - L'avenir des nouvelles technologies en Afrique* : il s'agit de voir à la fois les ruptures qui sont en cours dans les nouvelles technologies en général et plus spécialement dans les technologies de l'information et de la communication : ces débats renvoient à la nouvelle économie, aux nouveaux modes de gestion ; la question est de savoir si, dans l'avenir, l'Afrique sera branchée ou sera déconnectée ; aujourd'hui 95 % de l'Afrique connectée concerne l'Afrique du Sud ; il y a de très fortes différenciations entre les zones rurales et les zones urbaines ; comment vont se diffuser ces technologies ? L'Afrique aura-t-elle les

moyens d'accéder aux nouvelles technologies de l'information, en termes financiers ou en termes d'infrastructures ? Quels sont les impacts qui peuvent en résulter ? L'accès à la connaissance, le choix des langues de communication, l'accès aux soins de santé à distance peut s'en trouver amélioré ; il y a des impacts économiques , par exemple sur le mode de gestion des entreprises, ou des impacts sociaux. L'objet est d'étudier des interrelations et de mettre en cohérence ces interrelations.

- *Atelier 4 - Le devenir des populations* : il s'agit du devenir démographique de ces populations, avec leur qualité de vie, de santé et d'éducation ; quelle sera l'évolution de la structure par âge ou du devenir de la pyramide des âges ? Quels seront les taux de dépendance ? Nous avons choisi un angle d'attaque qui a des interrelations avec la démographie mais qui n'est pas prioritairement vu d'un point de vue démographique, qui est celui des épidémies et notamment du sida ; dans ce domaine il existe de grandes différences entre le Sénégal d'un côté et l'Afrique du Sud ou le Botswana de l'autre ; quels en seront l'impact social et l'impact économique ? Lorsque l'on sait que dans certaines entreprises sud africaines 25% des cadres sont séropositifs, que parfois on retient les mêmes chiffres chez les enseignants en Côte d'Ivoire, lorsque l'on sait que si l'Afrique du Sud voulait utiliser la méthode de thérapie AZT cela représenterait 10 fois le budget actuel de la santé d'Afrique du Sud alors qu'il est, relativement, le plus important de tous les pays d'Afrique, l'on se trouve en face de défis considérables, non seulement en terme de baisse d'espérance de vie mais aussi en termes économiques et sociaux.

Il faudrait, dans les ateliers, croiser, selon nos spécialités et nos connaissances, différentes réflexions et étudier les interrelations. En tant qu'économistes nous poserons certaines questions mais, en aucun cas, nous ne considérons que cette approche doit être privilégiée ; nous ne donnons qu'un éclairage partiel. Plus il y aura d'échanges et de regards pluridisciplinaires, plus nous progresserons dans cet exercice de prospective simulée que nous allons faire dans les ateliers.



# BILAN DES TRAVAUX PROSPECTIFS SUR L'AFRIQUE

par Philippe Hugon et Olivier Sudrie

*« Nul ne connaît l'histoire de la prochaine aurore »*  
Proverbe africain

La prospective n'a pas pour objectif de prédire l'avenir. Sa fonction principale est de réduire les incertitudes en faisant émerger des « futurs possibles ». Mais, la prospective ne se réduit pas à la fabrication de ces « image de synthèse » du long terme. Elle n'a d'intérêt que si elle aide à construire le futur. Elle doit mettre en évidence les « leviers » sur lesquels il faut agir pour que les futurs souhaitables se réalisent. En mettant en évidence certains risques (politiques, économiques, sociaux...), la prospective doit aussi permettre d'éviter leur réalisation. En d'autres termes, elle constitue un outil précieux d'aide à la décision stratégique.

## Pourquoi réaliser des études prospectives sur l'Afrique?

La question est légitime compte tenu de la marginalité du continent africain et des limites apparaissant dans certains exercices prospectifs menés antérieurement :

- L'Afrique subsaharienne (ASS) pèse peu au niveau des grands agrégats macro-économiques. L'ASS représente, pour 10 % de la population du globe, seulement 1 % du PIB mondial, 1 % des investissements directs étrangers et moins de 1,5 % du commerce international. Sur la longue période, le taux de croissance des économies africaines est proche de leur croît démographique. En conséquence, le niveau de vie a tendance à stagner, voire parfois dans certains pays, à chuter au point d'être actuellement à un niveau plus faible que celui atteint au lendemain des indépendances. Les indicateurs de pauvreté y sont les plus élevés au monde. L'Afrique comprend 33 des 48 PMA, 36 des 45 pays à IDH (Indice du Développement Humain) faible. Elle regroupe 180 millions de sous-alimentés, 20 millions de personnes touchées par le sida. Quatorze pays étaient en conflit en 2000. L'intégration régionale reste embryonnaire. A maints égards, l'Afrique est aujourd'hui en position de « hors-jeu » économique. Elle demeure largement à l'écart du mouvement de mondialisation. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que le continent soit, à l'inverse de l'Asie ou de l'Amérique latine, presque totalement absent des grands scénarios d'évolution possible de l'économie mondiale à long terme.
- La rétrospective nous enseigne que les prévisionnistes et les futurologues se sont souvent trompés. La prospective africaine a eu son heure de gloire, au lendemain des indépendances. L'exercice, très souvent mâtiné de volontarisme, se réalisait alors dans un contexte de planification et d'édification de stratégies de développement impulsées par l'État. L'histoire montrera que presque aucun de ces futurs radieux envisagés naguère ne s'est réalisé. Mais, inversement, le pire n'étant pas certain, l'histoire ne donnera pas non plus raison systématiquement aux thèses afro-pessimistes. Ainsi, le continent noir a su répondre, dans l'ensemble et avec « les moyens du bord », aux grands défis concernant la satisfaction des besoins essentiels. Les pays africains ont été capables de gérer, depuis leur indépendance, un triplement de leur population, un sextuplement de leur population urbaine, le maintien de frontières constitutives d'États-nations en voie d'émergence. Les acteurs de la société civile ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les économies non officielles, parallèles ou « informelles » ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires et sanitaires, des appareils productifs, l'émergence d'élites nationales ou de la société civile font que l'Afrique de l'an 2000 est fort différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation. Un processus de démocratisation est en cours et l'apartheid a disparu. Des réussites sectorielles sont notables (ex. du coton). Les mécanismes sociaux atténuent la

pauvreté et sont des amortisseurs de crise. Les importations céréalières sont du même montant qu'il y a 20 ans (14 millions de tonnes) alors qu'entre temps les populations urbaines ont presque triplé.

- A partir des années 1980, la crise et les priorités accordées à la stabilisation à court terme des économies africaines ont dévalorisé l'exercice. Quand celui-ci eut lieu (notamment sous l'égide du PNUD), sa fonction était d'être un générateur de rêves et un révélateur d'utopies.

Même si certains l'ont vue, naguère, « mal partie », rien ne permet d'affirmer que l'Afrique est nécessairement condamnée à la régression. Au contraire, il importe d'étudier ses trajectoires de développement durable dans un environnement international et mondial en profondes mutations. Cette étude devrait permettre, en outre, de repérer les besoins en matière de coopération internationale, de hiérarchiser les priorités et d'anticiper sur les réponses à apporter ainsi que sur les dispositifs à mettre en œuvre. Cette étude prospective s'avère d'autant plus fondée que le dispositif français de coopération connaît actuellement une phase de restructuration conduisant à un nouveau dialogue, tant avec l'Afrique (notamment non francophone qui fait partie désormais de la zone de solidarité prioritaire) qu'avec les autres instances de coopération (et singulièrement européennes).

### **La prospective africaine : un impératif pour anticiper certains risques et maîtriser les dynamiques de long terme**

Si le monde s'intéresse donc peu à l'Afrique, l'Afrique en revanche reste tournée vers le monde. De cette configuration déséquilibrée naissent de nouveaux enjeux, géopolitiques d'abord, géo-économiques ensuite :

L'Afrique demeure stratégique sur le plan géopolitique. Elle représentera, dans moins de vingt ans, plus d'un milliard d'habitants qui seront urbains dans leur grande majorité. En 2020, deux pays (l'Afrique du Sud et le Nigeria) totaliseront une population supérieure à celle de l'Europe d'aujourd'hui. Dans ces conditions, l'Afrique peut devenir un lieu de fortes pressions migratoires externes si les mouvements internes de population sont freinés. Ces pressions ne sont pas indifférentes pour la France, et dans une moindre mesure pour le reste de l'Europe, qui constituent un espace de proximité géographique, culturelle, linguistique et historique.

Les enjeux géo-économiques apparaissent de second ordre si l'on tient pour acquis (peut être un peu imprudemment) la réalisation à long terme d'un scénario d'intégration économique parfaite à l'échelle de la planète. En revanche, l'enjeu prend toute sa valeur si l'on suppose une fragmentation plus ou moins prononcée de l'économie mondiale en 3 ou 4 « blocs ». Dans ce cas, l'Afrique (comme les nations d'Europe centrale et les pays issus de la fragmentation de l'ex-URSS) se situent incontestablement dans la zone d'influence « naturelle » de l'Europe. Le développement économique de l'Afrique devient alors un enjeu majeur. Et le continent ne manque de ressources pour cela. Il constitue une réserve minière et pétrolière appréciable.

La prospective africaine retrouve aujourd'hui tout son intérêt. En premier lieu, parce que l'on peut admettre, au moins en première analyse, que les économies africaines sont très largement assainies. Dans ce cas, le pilotage à court terme demeure indispensable mais il ne guide pas pour emprunter les routes qui mèneront aux futurs. D'autre part, parce que les nations africaines se trouvent à leur sortie de l'ajustement (qui aura duré près de vingt ans) dans une situation externe et interne très différente de celle du passé. Ces changements structurels sont suffisamment connus pour que l'on se contente ici de les évoquer rapidement. Ils touchent l'environnement géopolitique (fin de la guerre froide et nouvelles relations Est-Ouest), l'environnement géo-économique (développement des échanges dans le cadre de l'OMC, internationalisation des firmes et constitution progressive d'un marché à la fois global et mondial). Mais les changements intervenus depuis 20 ans concernent aussi les doctrines politiques et économiques (renouveau de la pensée libérale, remise en cause du keynésianisme et de l'intervention économique de l'état). D'un point de vue interne, l'Afrique

s'est restructurée. De nouvelles configurations sont en train d'apparaître autour de grands pôles tels l'Afrique du Sud dans la zone australe ou le Nigeria en Afrique de l'Ouest. La géographie africaine bouge : où se situeront demain les frontières de la zone d'influence sud-africaine ? Comment évolueront les zones de fracture qui naissent autour de l'Afrique des Grands lacs ? Quel(s) pôle(s) faire émerger à l'Est pour éviter la réalisation de certains scénarios Sud-Sud peu favorables à la stabilité de la Méditerranée ? Enfin, les zones traditionnelles de l'influence française sont fortement remodelées par la construction européenne et par le redéploiement dans le cadre de la zone de solidarité prioritaire.

L'Afrique vient de montrer sa capacité à s'ajuster. Elle se trouve aujourd'hui face à un nombre limité de futurs possibles. Ces futurs africains ne nous sont pas étrangers. Il pourrait être pertinent de les anticiper.

## Comment réaliser des études prospectives sur l'Afrique ?

Il existe de nombreuses méthodes pour réaliser des études prospectives. Le choix dépend des questions posées, des champs à couvrir (géopolitiques, macro-économiques, sectorielles...) ou encore des horizons retenus. On peut néanmoins repérer 4 grandes techniques permettant d'explorer les problèmes du long terme :

- (i) La *méthode des scénarios* conduit, dans un premier temps, à décrire des futurs possibles (*futuribles*), eux-mêmes déterminés par l'évolution à long terme de facteurs clés, puis à étudier les cheminements permettant de passer de la situation présente à ces différents futurs, souhaitables, souhaités ou redoutés.
- (ii) La *prévision* effectue le trajet inverse puisqu'elle se fonde sur l'étude du passé pour envisager des trajectoires futures. Les projections à long terme sont obtenues au moyen de modèles formalisant le comportement des agents. Ces projections sont réalisées sous forme de scénarios (le terme est commun avec la méthode précédente mais le sens en est différent), plus ou moins contrastés, et qui se différencient par les modalités des variables exogènes : environnement international, démographie, cadres institutionnels, dynamiques sociales...
- (iii) L'*histoire raisonnée* conduit à envisager l'avenir en fonction des tendances lourdes du passé. Largement utilisée dans les travaux de *futureologie*, cette technique est plus sophistiquée que la simple prolongation des *trends* puisqu'elle envisage la possibilité de ruptures dans les *trends* antérieurs. En analysant l'histoire longue, parfois sur plusieurs siècles, cette méthode remet souvent en question l'idée maintes fois évoquée que « le temps s'accélère » et que demain sera encore plus incertain en raison des *révolutions* (au sens étymologique du terme) que le monde est en train de vivre.
- (iv) *Le fil d'Ariane d'une force motrice* consiste à conjecturer des futurs lointains (voire très lointains) en fonction d'un nombre limité de « forces motrices », comme le progrès technique, les ressources naturelles ou encore les dynamiques de peuplement. Les futurs possibles se trouvent alors presque entièrement conditionnés par les modalités de ces forces.

Cette classification a un caractère évidemment académique. La pratique montre que le souci d'apporter des réponses concrètes aux questions posées passe par la combinaison de ces méthodologies :

- Les spécificités africaines ne peuvent faire de l'Afrique un simple champ d'application de méthodes universelles ;
- Les futurs possibles et souhaitables lointains doivent être liés aux situations passées, présentes et futures proches. Il s'agit de comprendre les cheminements et de repérer les moments de rupture ou de bifurcations ;

- L'analyse prospective doit être globale, à la fois géopolitique, macro-économique et sectorielle. Elle suppose des cadres de cohérence dont la fonction est moins de quantifier les trajectoires futures que de mettre en évidence les contraintes et les risques de rupture ;
- La prospective globale concernant l'ensemble de l'Afrique subsaharienne doit s'accompagner de prospectives régionales autour des grands pôles tels l'Afrique du Sud, le Nigeria ou encore des pays présentant des risques de désintégration comme la République démocratique du Congo dans la région des Grands lacs.

## **Les principales études prospectives menées depuis dix ans**

L'étude CERED fait la synthèse des principaux travaux de prospective africaine réalisés depuis dix ans, de leurs méthodes et de leurs résultats.

Il est difficile de faire une synthèse des différents travaux prospectifs réalisés au cours de la dernière décennie. En premier lieu, parce qu'il n'existe pas de prospective globale (à la fois géopolitique, macro-économique et sectorielle) portant sur l'ensemble du continent africain. A défaut donc d'images globales, les prospectives démo-économiques réalisées pour l'Ouest-africain (WALTPS) nous invitent à imaginer un futur africain où les dynamiques de peuplement jouent un rôle central. Ces prospectives concluent à une Afrique qui s'urbanise rapidement et qui se polarise sur d'une trentaine de villes millionnaires, localisée principalement autour du golfe de Guinée. Ces centres urbains constituent des pôles de croissance et des marchés pour les campagnes.

Toujours centré sur l'Afrique de l'Ouest, mais plus précisément sur le Sahel, l'étude prospective menée par J. Giri privilégie un scénario tendanciel sans catastrophe mais sans développement non plus. La dégradation probable de l'environnement affecte une agriculture qui reste traditionnelle et extensive. Les villes se nourrissent de produits importés. Les déficits extérieurs (alimentaires et produits manufacturés) s'accroissent, comblés par des transferts sans contrepartie. Face à des États de plus en plus défailants, les économies s'informalisent.

Les images produites par les études *National Long Term Perspectives Studies* sont résolument plus optimistes car elles décrivent des futurs souhaités par les représentants des pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les acteurs de la société civile. Les aspirations évoquent la nécessité de disposer d'États efficaces (« bonne gouvernance ») peut-être moins pour diriger le développement à long terme que pour le favoriser. Cet État moderne, démocratique, aura notamment en charge la scolarisation des populations, l'éducation apparaissant comme le facteur clé de l'avenir (et ce, dans tous les pays ayant participé à l'exercice). Enfin, conscientes des difficultés qu'auront les pays africains à affronter la concurrence mondiale et à s'insérer dans la division internationale du travail, les études concluent que le développement économique à long terme passera impérativement par une intégration régionale accrue.

### **Les producteurs d'études prospectives**

Une typologie sommaire permet de distinguer 3 grandes catégories de producteurs (sans rechercher ici l'exhaustivité et en ne citant que les principales organisations travaillant sur l'Afrique). (i) Des institutions publiques internationales : Le PNUD (avec les études Futurs africains dans le cadre des National Long Term Perspectives Studies) ; l'OCDE et plus particulièrement le Club du Sahel (West African Long Term Perspectives Studies), la Banque mondiale, les Nations-Unies (FNUAP), la FAO, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission européenne. (ii) Des institutions publiques nationales : Le Central Planning Bureau néerlandais (à l'origine probablement de la meilleure étude prospective mondiale), le ministère des Affaires étrangères (études sur l'irrigation et l'immigration), le Commissariat au Plan, les ministères du Plan de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, des centres de recherche spécialisés dans la prospective globale (le CERED (université Paris-X), DIAL, l'IFR, universités de Stellenbosch et de Cape Town en Afrique du Sud, le Centre d'économie appliquée de l'université d'Ibadan au Nigeria, le BNETD de Côte d'Ivoire), des centres spécialisés dans les prospectives partielles (dans l'agriculture : CIRAD, IFPRI, SOLAGRAL; sur la démographie : CEPED, CICRED-IRD, INED ; sur le commerce : ODI Londres ; sur la santé : WHOA d'Harare ; sur l'énergie : Agence Internationale de l'Énergie, Department of Energy USA...). (iii) Des bureaux d'études privés. Leur recensement s'avère plus délicat en raison de la confidentialité des études qu'ils produisent. Citons néanmoins : Hudson Institute (USA) qui mène actuellement une étude sur les opportunités de marché à long terme en Afrique ; DME, spécialisé dans la modélisation macro-économique et financière et qui a réalisé de nombreuses études prospectives sur différents pays africains (notamment l'Afrique du Sud, Madagascar, la Côte d'Ivoire, le Sénégal...) ; Pro-Activité Conseil, SERES (prospectives industrielles), INGEROP (transport et aménagement du territoire), Stratys (irrigation et immigration).

# LES GRANDS ENJEUX À L'HORIZON 2020

## LES FACTEURS PORTEURS DE DEVENIR ET LES JEUX STRATÉGIQUES DES ACTEURS

par Philippe Hugon

*« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va »  
Sénèque*

Les futurs possibles des économies des Afriques de l'an 2020, dépendront largement des interrelations entre les facteurs exogènes extérieurs et intérieurs déterminants, facteurs lourds vis-à-vis desquels les acteurs africains ont peu de prise et qu'ils peuvent, par contre, utiliser positivement comme levier ou vis-à-vis desquels ils peuvent se prémunir par des stratégies pré ou proactives.

### Quelles ressources pour le développement ?

Dans l'histoire longue, l'Afrique a toujours été ouverte grâce à des réseaux efficaces de commerce portant selon les époques sur l'or, les esclaves, les produits primaires ou les activités plus ou moins illicites. Spécialisée dans les produits primaires (+ de 90 % de ses exportations), caractérisée par un fort déficit épargne-investissement conduisant à l'appel aux capitaux extérieurs, fortement ouverte aux flux commerciaux (compte tenu notamment de sa balkanisation), l'Afrique demeure largement dépendante de l'évolution de l'économie internationale. Les capacités d'importations sont déterminantes pour le financement de l'accumulation compte tenu d'une dépendance quasi intégrale en biens d'équipement. L'essentiel des recettes publiques demeurent liées aux relations commerciales et financières internationales. Certaines tendances sont probables dans le passage d'économies protégées post-coloniales à des économies subissant l'érosion des préférences et affrontant les vents de la mondialisation.

#### *L'évolution des matières premières <sup>1</sup>*

Les prix des matières premières étaient au début de l'an 2000, exception faite du pétrole, au plus bas niveau du XX<sup>ème</sup> siècle. Les matières premières agricoles, minérales et énergétiques, base des recettes extérieures et budgétaires, connaîtront vraisemblablement une forte instabilité et une tendance à l'excès de l'offre (surcapacité, concurrence Nord/Sud et Sud/Sud) par rapport à une demande en ralentissement. En longue période, l'Afrique tend à perdre des marchés et subit la concurrence de nouveaux producteurs (Asie, Amérique latine).

Les réserves mondiales de gaz sont estimées à 64 ans, celles de pétrole à 40 ans et celles de charbon à plus de 200 ans. Les pays du Golfe et de l'OPEP jouent un rôle croissant. L'Afrique représente 10 % de la production de pétrole et 3 % de sa consommation, 8 % de la production de gaz et 2 % de sa consommation, soit respectivement 15 % et 10 % des exportations mondiales de pétrole et de gaz. Les réserves probables sont élevées au sein du Golfe de Guinée, notamment au Nigeria et en Angola. Dans un jeu pétrolier plus ouvert, caractérisé par des révolutions technologiques et par une nécessité de diversification des risques, l'Afrique sera un enjeu stratégique pour le pétrole et dans une mesure moindre pour les produits miniers notamment en Afrique du Sud et en République Démocratique du Congo.

#### *L'évolution des financements extérieurs <sup>2</sup>*

Compte tenu, en longue période, d'un taux d'épargne estimé à 13 %, d'un taux d'investissement de 18 % et des besoins considérables d'investissement ne serait-ce que pour faire

<sup>1</sup> Cf. les perspectives de V. Géronimi dans l'étude CERED/CERNEA.

<sup>2</sup> Cf. les perspectives de A. Akanni-Honvo dans l'étude CERED/CERNEA.



face à la croissance démographique, les besoins de financement extérieur seront élevés. Or les perspectives de flux privés sont faibles alors que l'on observe une tendance à la baisse des flux publics. 40 % de l'épargne africaine est replacée à l'extérieur. Tout laisse prévoir que la situation sera intermédiaire entre les scénarios illusoire d'équilibres financiers des Institutions de Bretton Woods et les projets utopiques d'un plan Marshall pour l'Afrique. Celle-ci risque d'être durablement sevrée de capitaux. La mise en place du programme de PPTTE devrait conduire, en revanche, à un désendettement significatif de l'Afrique. Dans le cas de montée des catastrophes, on risque de voir l'aide au développement se transformer en aide d'urgence.

### Déficits publics et dynamique de la dette

L'évolution de la dette peut se faire selon la formule simple (cf. Moisseron, Raffinot, 1999).

Soit : G : dépenses publiques  
 T : recettes publiques  
 Y : PNB  
 d : dette  
 r : taux d'intérêt  
 g : taux de croissance économique

$$d' = \frac{G - T}{Y} + d(r - g)$$

Si  $d' > 0$  la dette explose.

### Quels seront les effets des révolutions technologiques ?

Les révolutions mondiales en cours concernant les nouveaux matériaux et les nouvelles énergies, la biotechnologie, les traitements de l'information, modifieront les hiérarchies des avantages comparatifs ; elles se diffuseront selon des intensités diverses dans les espaces et conduiront à de nouveaux modes organisationnels. L'impact de ces révolutions sur l'Afrique est très aléatoire. Celle-ci peut bénéficier des coûts décroissants (par exemple, les ordinateurs ou Internet), faire des sauts technologiques, trouver de nouveaux créneaux de compétitivité. Parmi les nouvelles technologies progressives, les révolutions vertes ou biotechnologiques, les économies d'énergie (notamment de bois de chauffage), la télédétection permettant des prévisions agricoles et des gestions de stocks (systèmes d'alerte) peuvent fortement améliorer les écosystèmes et réduire les dépendances alimentaires ou énergétiques. L'expérience montre que les sauts technologiques sont difficiles et que l'efficacité des nouvelles technologies dépend du tissu social, économique et technique permettant de les approprier.

Les nouvelles technologies de l'information et du savoir (« la nouvelle économie ») auront un impact sur les modes d'apprentissage, sur la productivité et la compétitivité des firmes. On peut certes voir des possibilités de télé-enseignement ou de radio-enseignement. Ainsi le projet Worldspace met en place des satellites d'où seront émis des programmes de radio numérique captables par des récepteurs fabriqués en Asie de l'Est. Ces révolutions sont l'enjeu de stratégies de pénétration de la part des grandes puissances notamment américaine. Compte tenu de la vétusté des réseaux actuels de télécommunications, du coût élevé (60 \$ Internet pour 5 heures contre 29 \$ pour 20 heures aux Etats-Unis) et du faible pouvoir d'achat des utilisateurs, l'essentiel sera concentré dans les capitales et ne concernera qu'une frange limitée de la population. Un ordinateur plus l'équipement représentent de 7 à 15 fois le salaire annuel africain moyen. Seuls 15 pays africains ont accès à Internet hors de la capitale et 4 pays ont plus de 10 lignes de téléphones pour 1000 habitants.

On peut prévoir que les réseaux nationaux territorialisés seront contournés d'en haut par les réseaux satellitaires des firmes privées et d'en bas par des isolats urbains branchés (sauf en Afrique du Sud qui compte aujourd'hui 95 % des internautes d'ASS).

### **Quel sera le rôle joué par les firmes transnationales ?**

Les firmes transnationales (FTN) exercent des effets importants sur la circulation des marchandises, sur les investissements directs, sur les transferts technologiques ou sur les flux de capitaux. L'Afrique est considérée comme le continent le plus rentable (26 à 28 % de taux de rentabilité contre 18 à 19 % pour les PVD). Compte tenu des risques et des niches, cette rentabilité n'implique pas des investissements élevés sauf dans les secteurs à taux de retour très rapide du capital.

L'Afrique est un théâtre marginal d'opérations pour les grands groupes, sauf pour les firmes primaires exportatrices de produits minéraux, énergétiques voire de produits agricoles. Les firmes pratiquant la sous-traitance à des fins d'exportation sont réduites malgré les zones franches (Maurice, Sénégal, Madagascar...) ; celles qui pratiquent la substitution d'importation sont limitées par la dimension des marchés (exception faite de pays comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria) et par la libéralisation. Certes, les codes d'investissement attractifs, les mesures de privatisation et de dérégulation ou les accords Swap, c'est-à-dire de conversion de la dette en investissements directs, vont dans le sens d'un rôle croissant des FTN ; les principaux facteurs d'attractivité dépendront de l'évolution des risques sociopolitiques, de la dimension du marché et de l'environnement technologique.

### **Des perspectives contrastées d'intégration à l'économie mondiale**

La mondialisation en cours conduit ainsi à des prévisions plutôt pessimistes vis-à-vis d'économies à la fois marginalisées et extraverties. Elle se traduit par une montée en puissance de l'économie immatérielle et des technologies de l'information, un rôle de l'environnement technologique et institutionnel dans l'attractivité des capitaux et une compétitivité portant sur la qualité des produits et liée à la logistique. L'accélération des innovations techniques accentue les inégalités mondiales. La plupart des simulations prévoient des divergences croissantes de trajectoires entre l'Europe et l'Afrique du fait d'effets de seuil, du jeu des effets d'agglomération et des rendements croissants. Dans une vision prospectiviste, les avantages compétitifs se construisent par les stratégies. On peut noter des innovations compétitives dans des produits agricoles (coton, fleurs séchées, fruits et légumes de contre saison), industriels (textiles) ou artistiques (artisanat d'art, musique...) montrant les voies nouvelles d'une compétitivité africaine (Futurs africains, 1999).

#### *Des perspectives fortement différenciées d'intégration à l'économie mondiale*

Quatre grands types de pays peuvent être différenciés :

1. Les pays spécialisés dans le commerce et la finance illicites (ex. Zaïre, Sierra Leone, Liberia, Somalie) caractérisés par des Etats « kleptocrates » pouvant conduire à des économies de pillage ou de prédation ;
2. Les pays à économie préindustrielle spécialisés dans les cultures de rente, ont des structures qui restent proches de l'économie de traite. Ces économies connaissent une forte vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur, une faible importance des firmes multinationales et un blocage structurel de l'accumulation qui risquent de demeurer au cours des prochaines décennies : cas des pays du CILSS touchés par la sécheresse ou (et) enclavés, cas des pays de la Corne de l'Afrique touchés par la sécheresse ou (et) les conflits armés, cas de l'Afrique orientale. Le rôle de l'aide extérieure y restera déterminant. L'évolution de certains produits comme le coton sera stratégique (cas des pays sahéliens) ;
3. Les pays rentiers, miniers et pétroliers disposent de ressources minières (Liberia, Mauritanie, Niger, Sierra Leone, Togo, R.D. du Congo, Zambie) ou pétrolières (Angola, Congo, Gabon, Nigeria). Ils ont des dynamiques spécifiques axées sur les créations et les



circulations de rentes (poids de l'Etat, dualisme, taux élevé d'investissement, dominance de firmes multinationales, très fortes instabilités des recettes). L'évolution de ces économies dépend principalement des cours des matières premières, des stratégies des firmes minières et pétrolières, et des politiques de sécurité d'accès aux matières premières. Les cycles internationaux de ces produits conduiront à des fortes fluctuations. Les ressources minières et pétrolières au lieu d'être la base de l'accumulation risquent, dans de nombreux pays, d'être sources de conflits et/ou de corruption ;

4. Les pays en voie d'industrialisation constituent des pôles régionaux d'accumulation; bénéficiant d'accès privilégiés aux crédits extérieurs, constituant des marchés potentiels ou des lieux d'investissement extérieurs, ces pays connaîtront vraisemblablement, au-delà de la stabilisation actuelle, une dynamique d'accumulation; il s'agit, en Afrique occidentale : du Nigeria et de la Côte-d'Ivoire (?), en Afrique orientale : du Kenya, en Afrique centrale : du Cameroun (?), en Afrique australe : du Zimbabwe. L'Afrique du Sud reste évidemment la puissance régionale, grande inconnue dont l'évolution sera déterminante pour les pays d'Afrique Australe.

Les dynamiques extérieures laissent prévoir une plus grande vulnérabilité externe (notamment une concurrence asiatique), un accroissement des différenciations africaines et la constitution de pôles dominants (Afrique du Sud, Côte-d'Ivoire, Kenya, Nigeria et Zimbabwe). La mondialisation favorisera une divergence croissante entre certaines zones urbaines et côtières et un hinterland marginalisé.

## Quelles perspectives démographiques ?

Les facteurs internes lourds, démographiques et environnementaux, bornent les devenirs possibles de l'Afrique et seront, selon les stratégies, utilisés comme levier ou comme frein au développement.

### *L'explosion démographique* <sup>3</sup>

A la différence des autres continents, l'Afrique a connu une « transition démographique » tardive et aura vraisemblablement 1 % de plus de croissance de sa population que les autres pays du Tiers Monde. Sauf catastrophe malthusienne - guerres, épidémies (sida ?), famines -, la population africaine, qui a plus que triplé entre 1965 et 2000 en passant de 200 millions d'habitants à 670 millions en l'an 2000 atteindra entre 1,1 et 1,3 milliard en 2020 (les temps de doublement varient entre 17 ans au Kenya et 41 ans à Maurice). Certes un déclin de la fécondité est probable ; les femmes en âge de procréer représentent toutefois de 22 à 23 % de la population totale et le taux de natalité risque d'être constant.

### Projections de la population d'Afrique par région (hypothèse moyenne, en milliers)

	1995	2000	2010 2020	2050	
Afrique	719 495	819 910	1 051 896	1 316 839	2 046 401
Afrique Sub-Saharienne	588 125	674 696	879 018	1 119 306	1 789 081
Afrique de l'Est	221 315	255 500	335 365	430 550	698 596
Afrique Centrale	83 271	95 385	126 691	166 032	284 821
Afrique Australe	47 335	52 887	64 984	77 222	106 824
Afrique de l'Ouest	209 498	241 102	315 129	401 741	638 892

Source : World Population Prospects : the 1996 revision, Nations Unies.

<sup>3</sup> Cf. dans l'étude CERED/CERNEA, les prévisions de F. Kervarec.

La plus lourde incertitude pèse sur la mortalité liée au sida qui risque de croître. Vingt-neuf pays d'Afrique subsaharienne sont spécialement affectés par l'épidémie (prévalence du virus HIV de 2 % ou plus de la population adulte). Les projections en terme de mortalité et d'espérance de vie en sont affectés :

**Espérance de vie à la naissance des 29 pays africains les plus touchés avec ou sans sida, de 1985-90 à 2010-2015 (années)**

Période	Avec sida	Sans sida
1985-1990	42.9	50.2
1990-1995	48.5	51.7
1995-2000	47.5	54.1
2000-2005	47.4	56.4
2005-2010	49.4	58.4
2010-2015	52.6	60.4

Source : World Population Prospects, Nations Unies.

Ainsi, au Botswana, pays le plus gravement atteint par l'épidémie, la population projetée en 2015 est de 20 % moins importante qu'en l'absence du sida. Toutefois, compte tenu d'une fécondité élevée, la population du Botswana devrait quand même doubler entre 1995 et 2050. Les effets prévisibles du sida sont multidimensionnels, sociaux, économiques : orphelins, décapitalisation des élites, coût de la santé. Faut-il rappeler que 95 % de l'argent dépensé contre le sida concerne 5 % de la population touchée (les pays occidentaux) ou que les coûts des soins AZT pour 4 millions de séropositifs en Afrique du Sud représenteraient 10 fois le budget de santé de l'Afrique du Sud.

*L'expansion urbaine*

La tendance à l'expansion des populations des villes se prolongera selon toute vraisemblance, avec un fléchissement du taux de croissance urbain ; l'essentiel de cette croissance résultera du croît démographique endogène et de l'absorption par les villes des périphéries rurales, alors que l'apport migratoire diminuera. La tendance sera également au raffermissement de l'armature urbaine et du maillage de l'espace. Bien entendu, il importe de rappeler la faible fiabilité des statistiques, le caractère flou de la délimitation de l'urbain, la non-fixation des populations, les mouvements pendulaires villes-campagnes et les réversibilités possibles. Selon un taux de croissance moyen de 4,9 %, les populations urbaines passeraient à 560 millions en 2020. On estime que Lagos sera, alors, la troisième ville du monde avec près de 25 millions d'habitants.

**Taux d'urbanisation en Afrique subsaharienne de 1950 à 2020 et population (millions)**

	Taux d'urbanisation	Population urbaine	Population rurale
1950	12 %	15	149
1975	22 %	75	230
1996	33 %	155	323
2000*	40 %	260	400
2020	50 %	560	560

\* estimé

Les agglomérations urbaines impliqueront nécessairement des modes de gestion des rythmes, des réponses à la satisfaction des besoins essentiels (eau, nourriture, logements, transports, énergie...), des charges financières liées aux équipements urbains. Les activités urbaines à faible intensité capitalistique (économie populaire urbaine, informel, PME/PMI) joueront un rôle croissant et satisferont l'essentiel des besoins de base. Elles constitueront un tissu économique, social et technique de base.

#### *Les pressions démographiques en zone rurale*

Le taux de croissance des populations rurales se situerait autour de 1 %, soit une augmentation de plus de 160 millions de ruraux d'ici l'an 2020. L'agriculture <sup>4</sup> sera davantage utilisatrice de travail et moins de terres. La mise en œuvre de droits de propriété, nécessaires à la sécurisation foncière, sera créatrice d'exclusion des migrants et de conflits fonciers.

Si l'Afrique reste globalement caractérisée par des cultures extensives privilégiant la productivité du travail aux dépens du rendement à l'hectare, la tendance est à l'intensification et aux besoins d'irrigation. Il y a toutefois illusion à croire que la révolution verte de type asiatique se diffusera ; les variétés nouvelles supposent l'irrigation et une généralisation des propriétés moyennes. La probabilité la plus grande est celle d'une intensification de l'agriculture pluviale et de la diffusion des technologies « traditionnelles » ou améliorées. L'agriculture africaine aura à subir la très forte concurrence internationale des céréales et des cultures d'exportation ; sa progression suppose une stabilisation de l'environnement à défaut d'un protectionnisme régional peu probable, un marché urbain constitutif d'une demande solvable et des fournitures d'intrants.

Les pressions démographiques favoriseront les émigrations à partir des espaces fortement peuplés (ceinture forestière côtière de l'Afrique de l'Ouest, épine Nord-Sud du grand fossé oriental, régions montagneuses paléonégritiques soudano-sahéliennes...), vers des espaces à forte capacité d'absorption. Ces migrations se heurteront aux politiques nationales, aux modes de contrôle des terres et aux divers obstacles socio-politiques qui peuvent être accentués en situation de crise économique. Les conflits importants risquent d'aggraver la migration vers les villes. On constate une forte variation de la surface cultivable par habitant avec une tendance à la forte baisse du nombre d'hectares de terre arable par habitant. Il n'y a pas de lien entre la surface/habitant et la disponibilité alimentaire par habitant <sup>5</sup>.

#### *L'évolution des ressources renouvelables et des écosystèmes*

L'Afrique connaît une surexploitation de ses ressources renouvelables et une dégradation de son patrimoine naturel, notamment forestier. La crise d'épuisement des espaces boisés, de dégradation des ressources naturelles et de désertification concerne notamment les plateaux paléonégritiques, le Nord Nigeria, l'Ethiopie, les plateaux déboisés d'Afrique orientale et l'est de Madagascar. Le bois de feu, qui représente plus de la moitié des ressources énergétiques consommées en Afrique, atteint un pourcentage de 85 dans les zones arides. Les ressources globales en bois diminueront, notamment dans les zones arides et semi-arides, alors que la demande croîtra au rythme démographique.

L'eau sera un enjeu croissant du XXI<sup>e</sup> siècle. L'Afrique sera touchée par la pénurie mondiale. De nouveaux enjeux hydrauliques seront stratégiques tels le barrage éthiopien du Nil Blanc, l'aménagement par le Kenya et la Tanzanie du Lac Victoria (Nile Basin Initiative) ou la dépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis du Lesotho.

L'ensemble de ces facteurs lourds internes pèsent évidemment très différemment selon les régions. Ils sont différemment médiatisés par les pratiques inactives, réactives ou proactives des acteurs. Les croissances démographiques ou urbaines, le choix de techniques modifiant les écosystèmes renvoient à des pratiques propres : assurance vieillesse par les enfants,

<sup>4</sup> Cf. la prospective agricole de G.Pourcet dans l'étude CERED/CERNEA.

<sup>5</sup> Cf. les prévisions de V. Massenet dans l'étude CERED/CERNEA.

minimisation des risques, gain monétaire, économie de travail... Elles s'insèrent dans des institutions évolutives de la parenté, des ethnies ou des groupes d'appartenance (reproduction viagère, sécurité collective, redistribution...).

Face aux mêmes chocs extérieurs, par exemple climatiques, les réponses des décideurs sont très variables. Dans les années 80, les stratégies ont été proactives au Botswana, réactives au Kenya et inactives en Ethiopie, au Soudan, à Madagascar, au Mali et au Mozambique, pays touchés par la famine.

## **Options stratégiques, les jeux des acteurs et le devenir des États**

Si les cartes sont largement distribuées par les tendances lourdes internes et extérieures dégagées précédemment, les jeux sont faits par des acteurs qui ont diverses manières de jouer, qui peuvent chercher à redistribuer les cartes ou à constituer de nouvelles donnes ou qui changent à la limite de jeux. La recherche des futurs possibles suppose d'anticiper les stratégies des acteurs inscrivant dans la réalité future les projets dont ils sont porteurs. Quelles sont leurs marges de manœuvre ? Quels futurs souhaitables et possibles sont envisageables ? Quelles sont les dynamiques sociales ? Quelles sont les volontés des acteurs ?

Les acteurs prennent leurs décisions en incertitude sous contrainte d'action. Ils créent les effets futurs par leurs décisions cruciales (attitudes proactives), réagissent aux événements (attitudes réactives), essayent de les infléchir ou adoptent des comportements routiniers. La décision est la transformation, sous contrainte, d'un monde incertain en une prise de risque. Les Afriques plurielles montrent une très grande diversité des enjeux et des options stratégiques.

La construction des futurs par les acteurs est fonction des leviers sur lesquels ils peuvent agir et des risques qu'ils peuvent prévenir ou réduire pour que les futurs souhaitables se réalisent.

Bien entendu, ceux-ci varient selon les acteurs. Le futur souhaitable africain pour une compagnie pétrolière étrangère n'est pas le même que pour un paysan du Sahel, des politiques voulant construire l'Etat-nation ou des bailleurs de fonds s'intéressant au remboursement de la dette ou au maintien d'interlocuteurs dans leur diplomatie. La prospective comme aide à la décision stratégique suppose que l'on sache pour qui faire de la prospective et en fonction de quelles questions.

Nous nous placerons dans le cadre des questions posées par les institutions développementalistes et les Etats bienveillants en termes de croissance économique, de réduction des inégalités, des vulnérabilités et des précarités des agents.

### *Les jeux des acteurs économiques : logique rentière ou accumulative ?*

Une société est constituée de centres de décisions multiples et asymétriques ayant chacun son espace, ses moyens, son horizon et sa logique (entreprises, administrations, groupes sociaux...).

Les acteurs qui pèsent fortement sur le devenir de l'Afrique sont en partie extérieurs à l'Afrique (institutions internationales, anciennes puissances coloniales, firmes transnationales, réseaux des diasporas...). Les bailleurs de fonds défendent des intérêts multiples et souvent contradictoires : prévention des conflits, objectifs humanitaires, soutien des firmes, défense de la langue, obtention de voix aux Nations Unies, financement des partis... L'épée de Damoclès de la dette, la mise en œuvre de conditionnalités ont conduit à une mise sous tutelle et à des réformes plus ou moins internalisées par les décideurs nationaux. L'Afrique est un important chantier de réformes économiques, institutionnelles, sociales et politiques devant conduire à plus d'efficacité économique et à plus de transparence, mais qui sont souvent détournées de leurs objectifs. Il y a un « jeu continu du déni de l'échec ». Personne ne veut aller trop loin dans la rupture.

On peut supposer un certain retrait, désintérêt ou désengagement conduisant à plus d'autonomie des décideurs nationaux mais également favorisant des liens particuliers et des jeux d'intérêt entre acteurs privés et publics nationaux et internationaux.

Comme l'écrivait Balandier (1966) «*Dépendance ne signifie pas prédétermination par l'extérieur mais plutôt non-disposition de tous les éléments de base nécessaires à la liberté de choix*».

Les décideurs publics africains ont, à des degrés divers, une double légitimité intérieure et extérieure.

Les pouvoirs réels sont liés aux hiérarchies sociales, aux alliances entre les titulaires du pouvoir politique, ceux qui disposent du pouvoir économique (ex. des commerçants, des étrangers, des mafias) ou/et symboliques (pouvoirs religieux, chefferies traditionnelles). Les pouvoirs africains sont le plus souvent caractérisés par des alliances avec le capital marchand notamment avec les diasporas libanaises, indo-pakistanaïses, chinoises.

Il existe des hommes d'affaires, des commerçants, des intermédiaires africains généralement très efficaces. Il existe, par contre, peu d'entrepreneurs au sens schumpeterien ayant des stratégies innovantes dans le long terme. Les acteurs de l'informel sont plus entrepreneurs qu'entrepreneurs, ingénieurs qu'ingénieurs.

#### *Quels modes d'intégration à l'économie mondiale ?*

La mondialisation conduit également à la montée des économies mafieuses, aux ventes d'armes bradées par les pays de l'Est, aux trafics de narcotics ou au blanchiment de l'argent; L'Afrique s'est insérée dans cette économie parallèle internationale qui est à la fois une source d'accumulation et un facteur de conflits et de décomposition/recomposition des Etats. Le trafic de diamant ou le commerce des stupéfiants sont devenus des sources de richesse déterminantes. L'accès aux richesses minières ou pétrolières conduisent à des «*straddling*» entre les positions de pouvoir et les positions d'accumulation. Le diamant demeurera-t-il source de conflits et de financement des guerres au Sierra Leone, en République Démocratique du Congo, en Angola ou le pétrole le restera-t-il au Tchad, au Congo ou en Angola ?

Le devenir de l'Afrique dépend largement des macrodécisions de ces différents décideurs et des jeux de contre-pouvoir permettant de passer de logiques rentières voire de prédation à des accumulations productives et à des Etats bienveillants.

Y aura-t-il conversion du capital marchand en un capital productif ? Les microproducteurs deviendront-ils des petits entrepreneurs avec développement d'un réseau de PME-PMI ? Y aura-t-il liens entre les grandes firmes et les sous-traitants ? Les acteurs ayant une logique court-termiste auront-ils un comportement d'investissement à risque ? Jusqu'où l'informel n'épuise-t-il pas les conditions de son développement (notamment en ne prenant pas en compte son environnement) ? Les stratégies d'intégration positive dans l'économie mondiale supposent de nouvelles alliances privilégiant le capital productif et l'investissement à risque. Ceci n'est possible à court terme qu'en cassant des rentes qui sont souvent facteurs d'équilibre socio-politique.

#### *Les liens sociaux : replis identitaires ou citoyenneté ?*

Les référents identitaires fondant les liens sociaux ne sont pas réductibles à la citoyenneté et à l'appartenance à la nation. L'espace public où la citoyenneté est liée à un espace commun et visible, imposé et régi par la loi occupe une place limitée. Les espaces publics et les espaces privés sont souvent confondus ou enchevêtrés. Les solidarités intergénérationnelles, la prise en charge des pré, non ou post-productifs sont largement assurées par les groupes privés d'adhésion (tontine, association, ONG, mutuelle...) ou d'appartenance (lignage, ethnie, églises). Ces référents identitaires multiples sont d'autant plus importants que les agents sont en situation de vulnérabilité et d'insécurité, qu'il n'y a pas d'institutionnalisation de l'Etat,



que la conscience de citoyenneté est faible et que les politiques sociales ont été altérées par la crise et par l'ajustement. Ces identités labiles sont sujettes, elles-mêmes, à évolution et à négociation même si l'histoire a réifié les identités perçues comme des différences d'essence (authenticité zaïroise, ivoirité, identité ethnique).

On observe une montée en puissance de la société civile. L'ensemble des organisations, hors l'espace public, visant des objectifs collectifs : églises, ONG, associations, confréries, clubs. Les pouvoirs africains sont de plus en plus liés à la société civile même si celle-ci a été largement portée par l'extérieur et si son poids diffère fondamentalement selon les sociétés africaines.

Il importe de prendre en compte, en situation de crise, l'accélération des mutations réparables aux niveaux rural (accroissement des luttes foncières, différenciations sociales, nouveaux acteurs tels les scolarisés chômeurs ou les urbains propriétaires), et urbain (rôle croissant de l'informel). Il en résulte de nouvelles structurations spatiales (zones de transgression, espaces frontaliers échappant aux pouvoirs centraux, nouveaux pôles régionaux) et de nouvelles forces politiques (rôle des églises, des sectes, des divers groupes d'appartenance). Les structures lignagères, bien loin de se dissoudre dans une modernité assimilable aux structures occidentales, semblent se renforcer, mais on observe en même temps un processus d'individualisation et d'exclusion. De nombreuses interrogations apparaissent ainsi. Dans quelle mesure les logiques redistributives peuvent-elles jouer, dès lors que la rente transitant par l'Etat se réduit ? En quoi les solidarités peuvent-elles se maintenir dans un contexte d'aggravation des différenciations sociales et des inégalités de revenus ? En quoi les migrations peuvent-elles jouer un rôle régulateur dès lors qu'il y a exacerbation des nationalismes exclusifs et mise en place de droits de propriété ?

Certes l'Islam noir n'est pas fondamentaliste, l'histoire de la traite saharienne est présente dans les mémoires, mais de nombreux signes montrent des évolutions rapides. La charia est mise en place au Nord Nigeria. La RCA est alliée aux islamistes de Khartoum. L'enseignement au Sénégal et dans beaucoup de pays sahéliens, faute de ressources publiques, est assuré par les écoles coraniques. Des risques de « libanisation » existent en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Cameroun, au Bénin, au Tchad entre le Nord et le Sud.

#### *Des Etats débordés ou facilitateurs du développement ?*

Au-delà de proximité de certaines histoires telles la traite esclavagiste ou la colonisation, les systèmes socio-politiques africains sont fortement contrastés. Dans l'ensemble, l'Etat a précédé la nation et l'idée de citoyenneté est embryonnaire face à la prévalence des liens communautaires, claniques ou ethniques. Encore faut-il différencier les sociétés à clivages ethniques, celles caractérisées par des appartenances claniques (cas de la Somalie), les sociétés segmentaires sans Etat, les empires ou les États-nations anciens (ex. de l'Ethiopie).

Les pouvoirs africains fonctionnent dans de nombreuses sociétés africaines selon un double registre, celui des structures officielles ayant une légitimité extérieure et celui des structures réelles reflet des compromis socio-politiques et des accumulations de capital relationnel. Dans la plupart des sociétés africaines, l'accès au pouvoir donne une emprise sur les richesses plus que l'inverse. Les institutions sont largement subverties par un système patrimonial personnel. Les réseaux personnels et de solidarité l'emportent sur l'institutionnalisation de l'Etat.

Les devenir des Etats africains doivent prendre en compte ses quatre principales composantes :

1. les structures institutionnelles de pouvoir ; Etat monopoleur de la violence légitimée dans les relations internes et acteur de la scène internationale ; question de la souveraineté et du politique (*politics*) ;
2. les organes centraux de décision qui définissent la politique (*policy*) (les gouvernants et les administrations) ;

3. les instances de négociation, de recherches de compromis socio-politiques (Etat arbitre, redistributeur, Etat régulateur, facilitateur, garant du lien social) ;
4. les activités publiques productrices de biens et services collectifs (Etat producteur), question de la production du collectif (prises en charge des externalités, indivisibilité...).

### **La diversité des régulations socio-politiques**

Les Afriques plurielles sont caractérisées par une très grande diversité des Etats, des régimes politiques et des modes de régulation socio-politique. Les régimes politiques vont de la dictature (régime d'Amin Dada) à la démocratie (Sénégal, Maurice, Botswana) en passant par des régimes autoritaires militaires ou des régimes mafieux d'Etats cleptocrates (Sierra Leone, Liberia).

Les régulations et compromis socio-politiques sont multiples. En Côte d'Ivoire, le régime d'Houphouët-Boigny correspondait à une domination du groupe Baoulé avec redistribution aux autres régions et auto-punition par les caisses de stabilisation. Au Cameroun, les équilibres régionaux entre le Nord, le Sud et l'Ouest, facteurs de stagnation, se sont faits par la distribution de la rente pétrolière puis par les licences d'importation. En Afrique du Sud le contrôle de l'ANC se fait dans une transition de sortie de l'apartheid en combinant la réconciliation, *l'affirmative action*.

D'autres régimes alimentés par le pétrole ou le diamant conduisent à des guerres entre les seigneurs de la guerre (MPLA et Unita en Angola, Sassou Nguesso et Lissouba au Congo). Dans plusieurs cas, les affrontements manifestent une absence de compromis. Au Soudan, l'opposition entre le Nord arabo-islamique et le Sud chrétien se traduit par des guerres, famines et mise en esclavage des populations du Sud ; au Burundi et au Rwanda les ethnocides entre Hutu et Tutsi ont suivi un équilibre socio-politique fragile.

Au Zimbabwe, pays en faillite économique du fait notamment de la guerre et de l'appui à Kabila, la fuite en avant conduit en l'an 2000 à l'occupation des terres des blancs par les anciens combattants de la guerre d'indépendance et par une spirale qui peut conduire à des contagions.

### *Intégration ou désintégration régionale ?*

Si l'évolution économique de l'Afrique est largement dépendante des tendances de l'économie mondiale, ces facteurs n'interviennent pas de manière immédiate. Des institutions et des politiques internationales (zone franc, accords ACP/UE, politiques bilatérales et multilatérales...) créent des espaces de stabilisation, de protection ou de compensation et déconnectent en partie l'Afrique des marchés mondiaux. Les PMA ont des conjonctures liées à leur appartenance à des espaces privilégiés (zone franc ou UE). Les conjonctures des pays à revenu intermédiaire sont davantage liées à l'économie américaine ou mondiale (Côte-d'Ivoire, Nigeria ou Afrique du Sud). Les principes et les pratiques des accords UE, ACP se sont estompés historiquement (partenariat, lien aide, commerce, stabilisation...). Les préférences européennes se sont réduites. Lomé IV se transformera en accords de libre-échange avec des unions régionales (CEA, CEMAC, UEMOA, SADC), les PMA bénéficieront d'un super SPG. Les autres pays de SPG ou d'accords de libre-échange (ex. Afrique du Sud). Il y aura, en conformité avec l'OMC, réciprocité, disparition des protocoles et des mécanismes de compensation des instabilités (STABEX, SYSMIN). Ces accords (APER) auront des coûts élevés en termes d'ajustement des importations, des exportations et des recettes fiscales. Les risques sont grands d'une faible compétitivité face à la concurrence déloyale traduisant un libéralisme asymétrique. Par contre, la convention de Fidji (?) peut être un cadre Nord-Sud de discussion, voire un lieu qui pèse sur l'OMC grâce à la majorité des voix (70/135).

Dans un contexte en voie de mondialisation et de régionalisation autour de la Triade et de balkanisation de l'Afrique, y aura-t-il désintégration, intégration autour des grands pôles et de puissances hégémoniques tels le Nigeria et l'Afrique du Sud, intégration en relation avec l'Union européenne autour de l'UEMOA, la CEMEC, la CEA ou la SADC ? Constitution d'Etats fédéraux et de confédérations autour des grandes zones de l'OUA (CEDEAO, CEEAC, COMESA) ?

## La prévention des risques, des conflits et des catastrophes

Aux conflits de la période de la guerre froide ont fait place des guérillas multiformes. La montée des conflits résulte de la résurgence des référents identitaires (ethniques, religieux, nationalistes), de la faillite des Etats de droit, des souverainetés en déshérence, des immixtions des puissances régionales et internationales et d'une mondialisation des organisations criminelles dans un contexte de crise économique.

### Les risques de chaos entropique en République Démocratique du Congo

En l'an 2000, l'enchevêtrement de conflits violents, dont la République Démocratique du Congo est l'épicentre, se traduit par des coalitions aux intérêts multiples.

- Le soutien à Kabila provient de l'Angola (voulant éviter les attaques de l'Unita), de la Namibie (liée à l'Angola), du Zimbabwe (y trouvant des avantages miniers et agricoles et se positionnant contre l'Afrique du Sud), du Soudan dont l'ennemi (RDC) de son ennemi (Ouganda) est son ami, plus de milices Hutues ou affiliées (Moyi-Moyi).

Les forces s'opposant à Kabila viennent de l'Ouganda (dont les troupes pillent les richesses de la RDC), du Rwanda (s'opposant aux Hutus liés à Kabila) et du Burundi (lié au Rwanda) plus de milices (Mouvement de Libération du Congo, RDC Goma, RDC ML).

Les enjeux sont d'ordre ethnique (Hutu/Tutsi), hégémonique (Zimbabwe/Ouganda), contrôle de pouvoir (MPCA/Unita), appui du MPCA à Sassou Nguesso et de l'Unita à Liisambo). Les risques de contagion sont grands. La fuite en avant de Mugabe au Zimbabwe en faillite économique conduit à une occupation des terres des blancs par les vétérans de la guerre d'indépendance qui ont l'approbation de la majorité des noirs des Townships sud-africains. Face au retrait des ex puissances coloniales, les oppositions internes aux pays s'appuient sur des soutiens extérieurs africains et sur les sociétés transnationales.

Les conflits révèlent une interdépendance entre le contrôle de produits illicites, les achats d'armes, la mobilisation de milices et les liens avec le monde international des affaires. Les conflits et guérillas sont financés et ont des enjeux de contrôle des richesses (diamant, pétrole, narcodollar, trafic d'armes). Ils sont un facteur de décapitalisation, d'insécurité ou de contagion de catastrophes (réfugiés, sida). A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, un « chaos entropique » (Adler) s'est propagé sur une large diagonale qui s'étend de la bande de Caprivi en Namibie jusqu'aux confins de la Mer Rouge avec pour épicentre le bassin du Congo. Dans plusieurs cas, la privatisation de l'Etat autour des trafics de stupéfiants, de l'exploitation des ressources naturelles conduit si ce n'est une criminalisation des Etats du moins à celle des pratiques de ceux qui détiennent le pouvoir (Bayart, Hibou, 1997).

Le maintien des Etats-nations résultera-t-il des compromis régionaux plus ou moins réussis ? Y aura-t-il recomposition des frontières sur la base des Grands Empires et des mythes fondateurs ? Y aura-t-il notamment implosion des Grands Lacs ?

La devise selon laquelle « l'État fait la guerre et la guerre fait l'État » a-t-elle une pertinence ? Les conflits militaires seront-ils des facteurs de formation des Etats et de recomposition des territoires et des identités ? Les Afriques étant laissées à leur propre historicité, ou au contrai-



re les guerres doivent-elles être analysées en relation avec un processus d'intégration à une économie affairiste voire criminelle qui désintègre l'Etat et la citoyenneté ?

Des explosions non contrôlées ou des feux de brousse peuvent se propager à partir de quelques étincelles à défaut d'actions proactives ou préactives. Le devenir économique de l'Afrique est ainsi largement déterminé par la prévention des risques systémiques et des contagions qui gangrènent les sociétés. Les domaines concernent aussi bien les catastrophes naturelles, les épidémies, telle que le sida, ou les famines, que les ventes d'armes ou les stupéfiants et les mafias se constituant autour de produits tels le diamant ou le pétrole. La prévention suppose des attitudes ré et pro actives en termes de transparence, de mobilisation des opinions publiques, de contre pouvoirs, de coopération citoyenne ou de dénonciation des campagnes fondées sur l'ethnicité.

## LES SCÉNARIOS

### La croissance économique et la réduction de la pauvreté : quels objectifs réalisables ?

Le développement économique, défini par la croissance économique combinée avec une réduction des inégalités, de la précarité et de la vulnérabilité, est une résultante de ces facteurs lourds et de ces options stratégiques.

#### La croissance économique

A long terme, les quatre principaux facteurs de la croissance économique africaine sont les taux d'épargne, les capacités d'importation, l'augmentation et les progrès de productivité de facteurs. Les taux d'épargne de type asiatique supposent des transformations sociales radicales et un retour à la confiance peu vraisemblables. Les capacités d'importations sont fonction de la croissance et de la diversification des exportations possibles mais peu probables. Les progrès de productivité des facteurs supposent une plus grande efficience allocative, la création d'un environnement technologique maîtrisé et un capital humain amélioré. La hausse des facteurs de production résultera principalement du travail.

D'autres facteurs jouent également un rôle déterminant dans la croissance économique tels que l'environnement institutionnel ou la sécurité. Les conflits, les absences de règles, les risques politiques, les différentes formes d'insécurité créent un climat des affaires défavorable ou conduisent à une décapitalisation. Ce sont les acteurs qui sont déterminants dans la croissance.

Le tableau ci-dessous donne les taux de croissance possibles.

**Taux de croissance annuels du PIB (gy) (en %) compte tenu du coefficient de capital (c) et du taux d'investissement (i)**

<b>i \ c</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>10</b>	3	2,5	2
<b>15</b>	5	3,7	3
<b>21</b>	7	5	4

*i* : taux d'investissement  
*c* : coefficient marginal de capital  
*g* : taux de croissance du revenu par tête  
*gp* : taux de croissance de population  
*gy* : taux de croissance du PIB

*si* : taux d'épargne intérieure  
*se* : taux d'épargne extérieure  
 $gy : c = i = (si + se)$   
 $g = gy - gp$

Les perspectives les plus optimistes conduisent à 3 % de croissance du revenu par tête, ce qui suppose une aide renforcée, un important progrès du capital humain et une diversification de l'économie. Le doublement du revenu par tête ferait passer en 2025 le revenu moyen par jour des PMA de 1 à 2 \$ et celui des PRI telle la Côte d'Ivoire de 2 à 4 \$ (Berthelemy, Söderling, 1999).

### *La vulnérabilité et l'insécurité*

L'insécurité ou exposition des populations au risque et la vulnérabilité élevées par la probabilité d'être, à la suite de chocs, dans une situation précaire dépendront de l'évolution du pouvoir d'achat, des droits liés aux appartenances sociales (« le capital social ») et des secteurs sociaux pris en charge par le privé, l'associatif ou le public.

Il est reconnu que la valorisation des ressources humaines (éducation, santé, fécondité contrôlée, nutrition) n'est pas seulement une fin mais un moyen essentiel de la croissance. Il y a réconciliation en longue période entre les objectifs d'efficacité et les objectifs d'équité intra ou intergénérationnelle. Encore faut-il qu'un seuil soit atteint, qu'il n'y ait pas décapitalisation des ressources humaines et qu'il y ait utilisation des compétences.

Les services collectifs assurés par le public ou par le privé ont des coûts élevés qui conduisent à une impossibilité de consommation de masse (services de soin ou de scolarisation). Faut-il rappeler qu'un préservatif permettant de lutter contre le sida représente une journée de salaire et que le coût de formation d'un élève représente 1/3 du revenu par tête contre moins de 10 % en Europe. A même taux de scolarisation, l'effort financier relatif (dépenses d'éducation sur PIB) est près de 10 fois supérieur en Afrique (le pourcentage de scolarisables sur la population est 2,5 fois supérieur).

La scolarisation primaire intégrale et l'accès aux soins de santé rudimentaires pour l'an 2020 aboutiraient à consacrer plus de la moitié des recettes publiques, soit deux fois plus que les taux actuels qui de plus tendent vers une forte déflation. Les seules solutions envisageables sont, soit la détérioration du taux d'encadrement, soit une forte baisse des traitements des enseignants ou du personnel sanitaire mais avec risque désincitatif (processus en cours depuis l'indépendance et en forte accélération depuis les années 80), soit un relais de financement extérieur, soit des révolutions techniques fortement réductrices de coûts. Une des évolutions possibles est celle d'un enseignement élitiste et d'une formation de masse au rabais <sup>6</sup>.

### *Les scénarios démo-économiques*

Les scénarios économiques sont construits à partir de la combinaison des facteurs lourds (extérieurs et intérieurs) et des options stratégiques. Chacune des variables économiques (E), démographiques/environnementales (D) peut être traitée comme dépendante (I) (non contrôlées) ou maîtrisée (2) (variables stratégiques). Quatre scénarios démo-économiques sont ainsi envisageables :

1. E1, D1 : Economie rentière ou dépendante : les variables démographiques, environnementales ne sont pas maîtrisées. Les systèmes éducatifs, de santé et de planification familiale sont peu développés. L'essentiel de la dynamique économique est liée à l'insertion à l'économie internationale et à la rente extérieure. Les économies sont très instables. Ce

<sup>6</sup> Dans un modèle élémentaire si l'on appelle :

- $T_s$  : le taux de scolarisation ;
- $a$  : le pourcentage des dépenses d'enseignement par rapport au PIB ;
- $m$  : le ratio maître/élève ;
- $b$  : la pondération des traitements des maîtres par rapport au revenu par tête ;
- $h$  : le rapport entre les dépenses autres que de salaires et les salaires ;
- $t$  : le taux de scolarisables (%), rapport de la population en âge d'aller à l'école sur la population totale.

$$T_s = \frac{a}{m \cdot b (1 + h) t}$$

modèle peut conduire à des risques de chaos entropique dans le cas d'une combinaison entre une expansion démographique et urbaine, une destruction de l'environnement et une baisse des rentes.

2. E2, D1 : Croissance extensive : les variables démographiques et environnementales ne sont pas maîtrisées. La terre est traitée comme un bien libre ; les migrations sont importantes ; l'essentiel de la croissance est porté par le facteur travail et la constitution d'un marché en milieu urbain. Les progrès de productivité résultent d'un transfert de main-d'œuvre des zones rurales vers les zones urbaines et non d'amélioration de la productivité des facteurs. Ce modèle peut conduire à des crises dans le cas d'épuisement des facteurs (rareté de la terre, obstacles à la migration...).
3. E1, D2 : Economie populaire : les variables démographiques et environnementales sont maîtrisées par des acteurs de la société civile et des actions décentralisées. La priorité est donnée à l'éducation de base et aux soins primaires. Les technologies adaptées ou intermédiaires permettent de maîtriser l'environnement (éco-développement) et de satisfaire les besoins essentiels. La faible croissance liée à des technologies endogènes s'accompagne d'une réduction des inégalités. Ce scénario peut être décliné négativement sur une transition démographique de crise : il y a, dans un contexte de baisse du revenu par tête, chute de la fécondité, décomposition des structures familiales et des réseaux de solidarité et augmentation de la mortalité.
4. E2, D2 : Développement durable ou croissance endogène : il y a combinaison de stratégies de développement économique s'accompagnant d'un changement de spécialisation et d'une compétitivité liée au savoir et au travail qualifié et d'une priorité donnée aux ressources humaines. La maîtrise de l'environnement résulterait d'une intensivité. La maîtrise des variables démographiques serait la résultante des politiques sociales. Ce modèle peut être décliné négativement par l'importance des risques liés à l'insertion dans une économie mondiale et par les risques de forte différenciations sociales.

### Les quatre scénarios économiques

démographie/ environnementales	Dépendantes (1)	Stratégiques (2)
Variables économiques		
Dépendantes (1)	Economie de rente	Economie populaire
Stratégiques (2)	Croissance intensive	Développement durable

#### Les scénarios géopolitiques

Trois grands scénarios géopolitiques peuvent être différenciés en fonction des tendances lourdes et des options stratégiques des acteurs.

#### - Le scénario d'une Afrique désynchronisée du temps mondial

Il y aurait triomphe de la longue durée braudelienne, parenthèse de la colonisation et de la modernisation, nécessité du temps long pour gérer les défis que les sociétés industrielles ont mis des siècles à maîtriser et impossibilité de s'insérer positivement dans un monde organisé en dehors de l'Afrique. Les trajectoires historiques africaines seraient caractérisées par les dynamiques de peuplement, les transformations d'occupation de l'espace, les reconfigurations territoriales et les modifications des frontières héritées de la colonisation. Le scénario peut être décliné politiquement sur le mode positif (la guerre fait l'Etat, celui-ci se recompose)

si  $m = 0,02$ ,  $h = 20 \%$ ,  $t = 25 \%$ , un taux de scolarisation de 100 % suppose si  $b = 5$ ,  $a = 3 \%$ .

ou négatif (laissée à elle-même l'Afrique s'entre-déchire et les Etats se décomposent). Ce scénario peut être décliné économiquement sur le mode positif (dynamisme de l'économie populaire, satisfaction des besoins de base, déconnexion souhaitée, endogénéisation) ou négatif (déconnexion subie, échec de la modernité, économie de prédation voire chaos entropique vis-à-vis desquels la communauté reste passive).

### **- Le scénario d'une Afrique intégrée positivement dans la mondialisation**

L'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale peut se réaliser par le biais des circuits commerciaux, financiers voire par celui d'une accumulation privatisée réalisée par des activités illicites. Elle peut également résulter des réformes libérales internalisées par les acteurs.

L'Afrique, grâce à ces nouvelles générations, devient compétitive, productive, démocratique. La citoyenneté et le jeu démocratique se développent. L'économie est impulsée de l'extérieur avec accélération des exportations et de l'attractivité des capitaux et lien croissant avec un réseau PME/PMI constituant un tissu économique de base. Ce scénario suppose un retour de l'épargne et des compétences africaines extérieures. Il implique un appui extérieur, notamment de l'Europe, en termes commercial et financier. Une économie productive et compétitive implique la mobilisation des compétences nationales et étrangères et l'émergence d'entrepreneurs. Ceci suppose un cadre institutionnel favorable, un Etat facilitateur et un climat de confiance et un retour à la sécurité. Ce scénario risque toutefois d'être exclu et de conduire à un maintien de la pauvreté du plus grand nombre du moins à court et moyen terme.

### **- Le scénario d'Afriques différenciées autour de pôles régionaux**

Les Afriques sont plurielles. Il y aura émergence de grandes puissances régionales telle l'Afrique du Sud ou le Nigeria. Des reconfigurations se feront autour de ces pôles. Les insertions à l'économie mondiale seront fortement différenciées selon les pays et selon les régions.

Des Afriques duales sont possibles. Il y a maintien des doubles déterminants externes et internes et appartenance aux deux registres mais on observe un dualisme croissant entre une Afrique « utile » et une Afrique « exclue » qui correspond à des différenciations spatiales et sociales croissantes. Le maintien des rentes extérieures, la prévention des conflits et l'exploitation des ressources minières sont assurés. Face à la montée du nombre, la population s'informalise, vit et survit dans un univers de pauvreté et de précarité. Ce scénario intermédiaire peut bifurquer vers un des deux scénarios précédents.

## **Bibliographie**

- Balandier, G. (dir.) (1966), L'Afrique en devenir, Prospectives, n° 13, juin.
- Bayart, J.F., Ellis, S., Hibou, B. (1997), La criminalisation de l'Etat en Afrique, Espace international, Ed. complexe.
- Berthelemy, J.Cl., Söderling, L. (1999), The Role of Capital Accumulation Adjustment and Structural Change for Economic Take-off : Empirical Evidence from Africa Growth Episodes, Centre de Développement, OCDE, miméo.
- Blackman, C., Adesida, O. (1994), Studies and the Future of Africa, Futures, vol. 29, n° 6, November.
- CERED/CERNEA (Hugon, Ph., Sudrie, O.) (dir.) (1999), Un bilan de la prospective africaine, 2 tomes, Paris, MAE/DGCID, 2 tomes.
- Club du Sahel (Cour, J.M. et al.) (1998), Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020, Paris, OCDE.
- Fédération Mondiale Pour les Etudes sur le Futur, Futuribles, Association Mondiale de Prospective Sociale (1987), Reconquérir le futur : manuel d'études prospectives à l'usage des planificateurs africains établi pour le PNUD, Paris, Futuribles, Bruxelles, La Longue Vue, 224 p.
- Futurs Africains (1997), Quelques repères. Cinq années d'études nationales des perspectives à long terme en Afrique, PNUD, Futurs Africains.
- Futurs Africains (1999), La compétitivité future de l'Afrique, Paris, Karthala.
- Giri, J. (1989), Le Sahel au XXI<sup>e</sup> siècle. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes, Paris, Karthala.
- Hugon, Ph. (ed.) (1988), Les Afriques en l'an 2000. Perspectives économiques, Afrique Contemporaine, n° spécial, 2<sup>e</sup> trimestre.
- Hugon, Ph. (1999), L'économie de l'Afrique, 2<sup>e</sup> édition, Paris, La Découverte, Repères.
- Moisseron, Y., Raffinot, M. (1999), Les effets de l'allègement de la dette des PVD, Colloque EADI, Paris, septembre.
- Tapinos, G., Hugon, Ph., Vimard, P. (1998), Etude relative aux défis démographiques majeurs et du développement durable en Côte d'Ivoire, BNETD.
- Vallée, O., Missen, F., Gemmocratie, l'économie politique du diamant en Afrique, Desclée de Brouwer.
- Wheeler, J. (1987), L'Afrique sub-saharienne d'ici à trente ans, Futuribles, n° 107, février, pp. 57-64.